



BRUXELLES ENVIRONNEMENT
IBGE - INSTITUT BRUXELLOIS POUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Evaluation du potentiel maraîcher en région de Bruxelles-Capitale

Phase 1 – Identification des références d'agriculture urbaine
pertinentes au regard du contexte bruxellois

Introduction au contexte politique et à la mise en pratique de l'AU dans la Ville de Montréal (CAN)

Réalisation : Eco Innovation, octobre 2013

TABLE DES MATIÈRES

1. Caractéristiques générales de la Ville de Montréal

1.1. Montréal en chiffres

1.2. Etat de l'AU à Montréal

1.2.1. Jardins communautaires

1.2.2. Jardins collectifs

2. Les acteurs principaux en AU à Montréal

1.3. La Ville de Montréal

1.3.1. Ressources professionnelles

1.3.2. L'AU dans les plans et les politiques municipales

1.3.3. Programmes et actions soutenus par la Ville de Montréal

1.4. Les acteurs institutionnels

1.4.1. Conférence Régionale des Élus de Montréal (CRÉ)

1.4.2. La Direction de la santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (DSP)

1.4.3. Les Commissions Scolaires

1.4.4. Les universités

1.5. Le milieu communautaire

1.6. Les initiatives d'affaires et privées

3. Des initiatives remarquables et pertinentes au regard du contexte bruxellois

4.1. Rapport de consultation publique sur l'État de l'AU à Montréal

4.2. Paysage CO₂mestible

4.3. La vitrine interactive AgricultureMontreal.com

4. Références

5. Annexes

1. Caractéristiques générales de la Ville de Montréal

1.1. Montréal en chiffres

Nombre d'habitants:	1.648.519
Superficie (km ²) :	365,1
Densité de population (h/km ²) :	4514,9
Taux de chômage (%) :	10,0
Superficie agricole ^a (km ²) :	10,9
Superficie dédiée à l'AU (km ²) ^b :	0,297

^a La superficie agricole ou la zone agricole permanente (ZAP) correspond au territoire occupé par l'AU et l'APU dans le Ville de Montréal.

^b La superficie dédiée à l'AU correspond à la surface utilisée par des initiatives d'agriculture urbaine à Montréal.

1.2. Etat de l'AU à Montréal

1.2.1. Les jardins communautaires

La moitié des jardinets communautaires au Canada sont sur le territoire de la ville de Montréal. Le nombre total des jardinets à Montréal est estimé sur 97 en 2012, couvrant environ 26ha. Ces jardins accueillent plus de 12 000 jardiniers par année. Dix-huit arrondissements de Montréal sur dix-neuf mettent à la disposition des citoyens des parcelles de terre à des fins de jardinage (*Etat de l'agriculture urbaine à Montréal, 2012*).

Nombre de jardins communautaires	97
Superficie totale des jardins communautaires (m ²)	26
Superficie moyenne d'un jardin communautaire (m ²)	2.798
Nombre total de jardinets	7.789
Superficie brute moyenne d'un jardin ^a (m ²)	34

Source: Ville de Montréal. *Etat de l'agriculture urbaine à Montréal, p49 (2012)*

^a incluant les aires communes.

La gestion de ces jardins est depuis 2002 une compétence des arrondissements issus de l'ancienne Ville de Montréal. Pour la plupart, les arrondissements ont continué à gérer ces jardins comme ils le faisaient dans le cadre de l'ancien programme (*Le cahier de gestion du programme des jardins communautaires, 1999*). Les modalités de gestion varient toutefois en fonction des conditions locales. Certains arrondissements se regroupent pour se doter d'outils communs. Une table inter-arrondissements du programme des jardins communautaires a été créée. Cette table est le lieu de discussion de problématiques communes aux jardins. La Table édite un petit journal, « La Feuille de chou ».

La gestion des jardins communautaire s'effectue par une collaboration entre la Ville et les citoyens. De la part de la Ville, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement est généralement responsable des jardins en association avec la Direction des travaux publics. Un agent de développement et un animateur horticole, le cas échéant, assurent l'essentiel du travail¹.

¹ Ville de Montréal. *État de l'agriculture urbaine à Montréal, doc 3.1, p20.*

2. Les acteurs principaux en AU à Montréal

2.1. La Ville de Montréal

2.1.1. Ressources professionnelles

La Ville de Montréal ne possède pas de personne-ressource permanente ou de service dédié uniquement dans le domaine de l'AU. Ce secteur d'activités est plutôt réparti à l'intérieur de différents programmes, gérés par plusieurs services. La Ville agit ainsi à plusieurs niveaux : en amont, par la planification, la réglementation et les programmes de soutien (voir section 2.3.1) ainsi qu'en aval, par l'offre de certains services.

La réglementation pertinente relève en grande partie de la Direction de l'Aménagement Urbain et du service aux entreprises de chacun des arrondissements. Via des différents projets de *revitalisation urbaine ou résidentielle*⁵ (construction neuve ou de rénovation), les directions de l'Habitation, de l'Environnement et du développement durable, de la Diversité sociale, ou par l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), sont des acteurs municipaux d'AU très pertinents.

Le soutien de l'administration municipale est très variable d'un jardin à l'autre. Il peut prendre la forme de prêt de terrain, de soutien financier, d'animation ou autre.

Le schéma récapitulatif en *Annexe 2* établit pour chaque programme et/ou action le rapport avec le service municipal concerné. Chacun de ces programmes est détaillé dans la section suivante.

2.1.2. Programmes et actions mis en place

2.1.2.1. Programme des jardins communautaires de la Ville de Montréal (*Annexe 2 - 2.1*)

Un des programmes phares soutenu par la municipalité de Montréal afin de promouvoir l'AU est le *Programme des Jardins Communautaires*⁶. Géré par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de chaque arrondissement (en association avec la Direction des travaux publics), ce programme ... a été instauré pour permettre aux Montréalais de pratiquer le jardinage :

- en des lieux spécifiques organisés pour favoriser un loisir qui contribue au mieux-être de la collectivité
 - o en stimulant l'interaction sociale;
 - o en favorisant l'embellissement du milieu;
 - o en rendant possible la production d'aliments nutritifs, à peu de frais.
- dans une structure d'encadrement qui permet :
 - o de recevoir des conseils pratiques de jardinage;
 - o de faire l'apprentissage de nouvelles techniques horticoles qui, tout en respectant les sols, permettent d'en augmenter le rendement;
 - o de développer et partager un savoir-faire.

Cette activité formatrice, en plus de procurer de grandes satisfactions, favorise le contact avec la nature, permet de faire de l'exercice physique, développe certaines habitudes propices à la sauvegarde de l'environnement telles que le compostage de ces matières organiques en vue

⁵Ville de Montréal. 2012. État de l'agriculture urbaine à Montréal, doc. 3.1, p. 26

⁶Ville de Montréal. 2012. État de l'agriculture urbaine à Montréal, doc. 3.1, p. 20

d'une utilisation ultérieure pour enrichir les sols. »⁷.

2.1.2.2. Plans d'Action Locaux

Treize des dix-neuf arrondissements de la Ville ont adopté des *plans d'action locaux* de développement durable jusqu'à maintenant. Parmi ceux-ci, plusieurs ont des orientations, des objectifs ou des actions ayant un lien plus ou moins direct avec l'agriculture urbaine. Tous ces plans ont généralement des objectifs de verdissement et de réduction des îlots de chaleur, des orientations traitant de la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts, ou encore sur la plantation d'arbres.

EXEMPLE : Le Plan d'action en environnement 2011- 2015 de l'arrondissement de Montréal-Nord s'engage à mettre en place un marché public saisonnier offrant des produits frais et à sensibiliser les nouveaux promoteurs à construire des toits verts comprenant des aménagements paysagers ou de la culture maraîchère.

2.1.2.3. Eco-quartiers (Annexe 2 - 2.2)

Chaque arrondissement gère *le programme municipal d'action environnementale Éco - quartier*. Les objectifs étant de promouvoir l'écocivisme et d'améliorer les milieux de vie au niveau local, ce programme est similaire à celui des Quartier Verts bruxellois. Certains éco-quartiers s'impliquent dans des projets d'agriculture urbaine en assurant un soutien technique, une coordination de projets, ou encore des formations. Les projets principaux soutenus par les éco-quartiers sont des projets de jardins collectifs, de verdissement de ruelles, ou de cours d'écoles qui incluent la culture de fruits et légumes⁸.

2.1.2.4. Les parcs et le jardin botanique (Annexe 2 - 2.3, 2.4)

Les activités agricoles dans les parcs et le jardin botanique de Montréal sont également encadrées par la Ville. Au sein du réseau des grands parcs montréalais, deux parcs accueillent une activité agricole sur une partie de leur territoire⁹, et quatre parcs hébergent des jardins collectifs et communautaires¹⁰. Dans le jardin botanique accueille des programmes éducatifs, lieux de démonstration, conseils horticoles et événements.

2.1.2.5. Service de Compostage

La Ville de Montréal offre également un service de compostage. Deux sites de compostage centralisés gérés par la Ville de Montréal sont à la disposition des citoyens et quelques arrondissements ont entamé des projets pilote de collecte de résidus alimentaires, comme Le Plateau- Mont- Royal en 2008 et Rosemont – La Petite- Patrie en 2011. De plus, deux fois par année, les Montréalais peuvent obtenir gratuitement du compost provenant de la collecte par la Ville des résidus verts et ce, au Complexe environnemental de Saint- Michel.

2.1.3. L'AU dans les plans et les politiques municipales

⁷ 2005. Le cahier de gestion du programme des jardins communautaires - Juin 2005, Arrondissement de Ville-Marie. doc. 5.2.7, p. 4.

⁸ L'éco-quartier de Rosemont – La Petite-Patrie a, par exemple, participé à la mise en place du poulailler éducatif géré par l'organisme la Maissonnette des parents.

⁹ Le Parc-nature du Cap-Saint-Jacques et le Parc-agricole du Bois-de-la-Roche

¹⁰ Le parc Maisonneuve, le Parc Angrignon, le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation et le Parc du Complexe environnemental de Saint-Michel

L'administration municipale a pris des engagements en lien avec le verdissement, la protection de la biodiversité, mais aussi concernant les initiatives en agriculture urbaine dans le Plan d'urbanisme (2004), le Plan de Développement Durable de la Collectivité Montréalaise 2010-2015 et le projet de Plan de Développement de Montréal.

Le maire de Montréal et plusieurs élus ont également signé la *Déclaration de la Collectivité de l'île de Montréal en faveur de la biodiversité et du verdissement* en avril 2010, dans laquelle les signataires s'engagent notamment à « *développer l'agriculture urbaine durable sous différentes formes.* »¹¹.

Les plans et les politiques municipales mises en place pendant les dernières années se traduisent en des programmes et des actions concrètes afin de promouvoir le développement d'une dynamique durable d'AU.

2.2. Les acteurs institutionnels

Une multitude d'acteurs dans le secteur public à Montréal est actif en matière d'agriculture urbaine. Leurs champs d'action sont divers (production, distribution) et souvent en amont, dans la mesure où ils offrent un soutien financier, technique ou humain, aux organismes à travers divers programmes. Ils participent également à la création de bases de données, à la collecte de celles-ci et à la diffusion de l'information.

2.2.1. Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ)¹²

Le CRÉ est initiateur du comité « **Nourrir Montréal** », dont le mandat est de favoriser le développement de son territoire, notamment par une approche concertée, et de promouvoir l'accès à une alimentation de qualité pour tous. Les membres proviennent de différents milieux (affaires, industrie, éducation, syndicat, santé, etc.) sont notamment l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional. Depuis sa création en 2006 le comité a :

- organisé les **Rendez-vous Montréalimentaires** : une série de rencontres publiques sur le thème du système alimentaire,
- participé au développement de marchés de quartier par la mise en place d'une vitrine promotionnelle des marchés de quartier de Montréal
- lancé le travail pour l'élaboration du premier **Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise**. Avec ce Plan, le comité vise à offrir à la région montréalaise un outil de développement pour son système alimentaire¹³.

2.2.2. La Direction de la santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (DSP de Montréal)¹⁴

La DSP de Montréal a créé « *Environnement urbain et santé* », un secteur d'intervention qui se penche sur diverses questions dont la lutte aux îlots de chaleur (**Annexe 2 - 1.2**), l'accès aux aliments santé, ou encore des milieux de vie sains. Sa mission implique entre autre :

- l'acquisition des données (via des sondages et des recherches),

¹¹ Ville de Montréal. État de l'agriculture urbaine à Montréal, doc. 3.1, p. 14 et Déclaration de la collectivité de l'île de Montréal en faveur de la biodiversité et du verdissement, doc. 5.2.18, p. 1

¹² <http://credemontreal.qc.ca/>

¹³ Ses objets principaux sont l'agriculture urbaine et périurbaine; les pratiques durables de production alimentaire; les infrastructures locales et régionales de transformation et de distribution des aliments; la sécurité alimentaire des communautés; la saine alimentation et la réduction du gaspillage et des déchets alimentaires.

¹⁴ <http://www.dsp.santemontreal.qc.ca/>

- l'élaboration d'une cartographie des disparités dans l'accès à des aliments frais à Montréal et en soutenant des politiques publiques,
- la mobilisation des communautés en soutenant des programmes et des initiatives en sécurité alimentaire (comme par exemple les Quartiers 21 (**Annexe 2 - 1.1**)¹⁵),
- l'offre d'un service d'évaluation en produisant des avis de santé sur la contamination des sols. Plusieurs jardins communautaires ont ainsi été décontaminés ou fermés à la suite d'un avis de la DSP.

2.2.3. Les commissions scolaires de Montréal (CSDM)

Selon un recensement au printemps 2010, la CSDM accueille une vingtaine de projets d'agriculture urbaine¹⁶ ? Ces projets sont généralement menés en partenariat avec des organismes communautaires chargés de jardins collectifs, des éco- quartiers, ou encore une Corporation de développement économique et communautaire (CDEC). La production de semis, l'aménagement et l'entretien d'un potager dans la cour de l'école, la récolte des fruits, légumes et fines herbes, des ateliers de cuisine et le compostage sont quelques exemples parmi les initiatives mises en place.

Avec l'appui de CSDM, deux écoles et cinq services de garde organisent des classes de cuisine mettant l'accent sur l'utilisation de légumes de saison du Québec. De même, six autres écoles et un service de garde collaborent avec leur éco- quartier autour d'ateliers environnementaux, notamment de plantation, et plusieurs écoles de la commission scolaire ont démarré un programme de valorisation de leurs matières organiques résiduelles.

2.2.4. Les universités

Chacun des quatre universités montréalaises ont développé des activités en agriculture urbaine. Parmi eux, les initiatives les plus pertinentes sont présentées ci-dessous.

En 2009, le Groupe de Recherche d'Intérêt Public de l'Université du Québec a créé **CRAPAUD**, ou bien le **Collectif de Recherche en Aménagement Paysager et Agriculture Urbaine Durable**. Ayant comme mission de promouvoir une AU plurielle, créative, viable et accessible, le collectif a mis en œuvre différents types d'activités et d'aménagements sur le campus : des jardins collectifs opérés par des bénévoles (en bacs sur des terrasses ou en pleine terre), un projet de rucher urbain pour la recherche et la fabrication de miel, des composteurs sur le terrain du Complexe des sciences, un volet recherche et éducation populaire (**École d'été sur l'agriculture urbaine**¹⁷, ateliers divers, etc.). Le CRAPAUD se positionne aussi politiquement pour une meilleure reconnaissance et l'intégration de l'AU à Montréal. C'est dans ce contexte que le comité a initié en 2011 une **Charte citoyenne montréalaise sur l'agriculture urbaine**¹⁸, pour l'intégration et la reconnaissance de l'agriculture urbaine dans les politiques municipales, provinciales et nationales. Cette Charte a été l'un des éléments de la pétition pour une consultation publique sur l'agriculture urbaine.

À l'Université de Concordia, le groupe Sustainable Concordia chapeaute diverses initiatives reliées au développement durable, dont le projet **Concordia Greenhouse**. Localisée dans les serres sur le toit du Hall de Concordia, cette initiative comprend du vermicompostage, un

¹⁵ Le programme Quartiers 21, initié en 2005 dans le cadre du Premier plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise, s'inspire de l'Agenda 21 des Nations Unies. C'est un outil d'expérimentation qui soutient et finance des projets de développement durable à l'échelle locale.

¹⁶ CSDM. Tableau synthèse des initiatives en agriculture urbaine, doc. 5.4.1.

¹⁷ <http://ecoleagricultureurbaine.org/>

¹⁸ http://www.crapaud.uqam.ca/?page_id=1687, consulté le 10 septembre 2013.

Atrium Tea Garden, un projet Aquaponique et un jardin Four Season Growing. Depuis 2010, Concordia Greenhouse s'occupe de l'initiative **Vert ta ville**, un projet de réseautage d'organismes communautaires et de projets de jardinage collectif. Ce projet vise principalement l'éducation et la mise en commun des ressources pour les organismes travaillant dans le domaine de l'agriculture urbaine par un volet échange de savoir-faire et de ressources (distribution gratuite aux jardins collectifs partenaires de semis poussés dans la serre en échange de services et d'ateliers offerts aux bénévoles, aux étudiants et aux membres de la communauté). L'autre volet est l'implantation et l'entretien du jardin collectif hors-sol de Mackay, dont les récoltes de fruits, légumes et fines herbes du jardin sont partagées entre les participants, et les surplus sont offerts au **Frigo Vert**, la coopérative alimentaire de l'université.

La **Production Agricole Urbaine Soutenable et Écologique (P.A.U.S.E)** est un projet développé par quatre étudiants des cycles supérieurs en environnement et développement durable de l'Université de Montréal (UdeM). P.A.U.S.E s'engage pour la production agroalimentaire de fruits et de légumes biologiques en bacs ainsi qu'à la culture d'arbres, la mycoculture et à l'apiculture.

Finalement, certaines institutions laïques ou religieuses mettent leur terrain à la disposition des jardiniers dans le cadre de jardins communautaires ou collectifs.

2.3. Le milieu communautaire

Le milieu communautaire impliqué dans l'AU montréalaise est principalement composé d'organismes de réseautage ainsi que d'une multitude d'ASBLs. Parmi les organismes de réseautage, le **Groupe de travail en agriculture urbaine (GTAU)** est l'un des plus universels. Le collectif regroupe plus de 40 acteurs divers concernés par l'état de l'AU à Montréal, œuvrant dans les milieux de l'environnement, de la souveraineté alimentaire, ou en agriculture urbaine (des groupes communautaires, des éco-quartiers, des universités et des entreprises privées). Depuis 2010, ce collectif vise à promouvoir toutes formes d'agriculture urbaine dans la métropole. C'est notamment en vertu du droit d'initiative que la mobilisation citoyenne, suscitée par les rencontres et les travaux du GTAU, a résulté en la tenue **d'une consultation publique sur l'agriculture urbaine** (voir section 3.1).

À l'échelle de la province, c'est le **Regroupement des jardins collectifs du Québec (RJQC)** qui soutient la gestion des réseaux des jardins collectifs (voir section 1.2.2). Depuis 2006, le regroupement vise à consolider les réseaux et à soutenir les organismes qui œuvrent au développement des communautés par le jardinage collectif. Dix-sept des réseaux de Montréal sont membres du RJQC¹⁹.

Les ASBL Montréalaises, de leur part, développent des initiatives qui ne sont pas explicitement proposées par des programmes municipaux. Dans certains cas il s'agit de partenariats, parfois avec les secteurs public, institutionnel ou autres. Le **Centre d'écologie urbaine de Montréal (CÉUM)** a, par exemple, comme mission de développer et de partager son expertise liée aux approches viables et démocratiques de développement urbain durable, notamment en matière de réduction des îlots de chaleur urbains. Dans ce contexte, elle propose des divers projets de verdissement, telle comme :

- **Culti-Vert**, qui consiste en l'aménagement d'une section de jardins sur le toit du Palais des congrès, dont un jardin potager en bacs
- **La Ville en Vert (Annexe 2 - 1.4)**, qui vise l'aménagement d'îlots de fraîcheur et d'infrastructures permettant l'agriculture urbaine sur les terrains des habitations à loyer modique

¹⁹ <http://www.rjqc.ca/>

2.4. Les initiatives d'affaires et privées

Plusieurs entreprises privées ont intégré des projets d'agriculture urbaine dans leur milieu de travail, soit comme activité commerciale principale, soit sous forme d'activités soutenant leur activité principale. Parmi le premier groupe, on retrouve des producteurs (fermes) ainsi que des entreprises de services et commerciales (aménagement de jardins, vente d'outils, de plants et de graines, etc.).

Certains entreprises ou promoteurs ont choisi d'intégrer un potager à leur bâtiment pour une utilisation interne, au profit de leurs employés. Il existe également des initiatives privées qui, pour le moment, ne sont pas à vocation commerciale. Ainsi, des sites Internet de dons de plants ou d'échange de récolte ont été créés durant la dernière année.

3. Des initiatives remarquables et pertinentes au regard du contexte bruxellois

3.1. Rapport de consultation publique sur l'État de l'AU à Montréal

Année de création :	2012
Porteur(s) :	Le dossier est piloté par la Direction Municipale des grands parcs et du verdissement
Description générale :	Suite à une pétition signée par 29.000 personnes en vertu du droit d'initiative, la commission a tenté de compléter le portrait des initiatives en agriculture urbaine à Montréal, d'identifier les entraves au développement de l'activité et de dégager des perspectives de développement en cohérence avec les politiques de la Ville. Près de 1.500 personnes ont participé aux activités organisées par l'Office et 103 mémoires ont été déposés devant la commission.
Public cible :	<ul style="list-style-type: none"> - <u>les acteurs institutionnels</u>: la Ville, les ministères et les agences gouvernementales - <u>les acteurs communautaires</u>: les éducateurs, les promoteurs immobiliers, des associations professionnelles
Caractère remarquable :	<p>Cette consultation a permis l'identification des attentes des participants. Ces attentes se regroupent autour de quelques pôles majeurs: un appel pour une vision intégrée et large de l'AU; une reconnaissance explicite de son rôle dans les documents de l'aménagement du territoire urbain et les politiques municipales; une protection des acquis, une pérennisation des initiatives et un encadrement de l'action. Sur base de ces résultats, la commission a défini des recommandations afin de consolider l'activité actuelle en AU et d'optimiser ses bénéfices pour la collectivité:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>une vision large et une place de choix dans les plans et politique</i>: p.ex. le verdissement de la réglementation d'urbanisme des arrondissements par l'intégration des espèces indigènes nourricières, couvresols, des pépinières urbaines, etc.). 2. <i>la consolidation et le déploiement des pratique</i>: p.ex. un bon accès à l'information sur la réglementation et les services offerts, un suivi continu des entraves au développement des pratiques de jardinage, la protection des terres agricoles en périphérie et la consolidation du lien entre l'AU et l'APU. De manière générale, la commission recommande que la communauté montréalaise se dote d'une instance formelle de coordination des initiatives en agriculture urbaine en s'appuyant sur les initiatives de concertation en cours. La consultation a également permis de révéler une diversité et un savoir-faire d'un nombre important d'acteurs impliqués dans l'AU.

3.2. La vitrine interactive AgricultureMontreal.com

Année de création :	2012
Porteur(s) :	AgricultureMontreal.com est porté par le Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB), le Collectif de recherche en aménagement paysager et agriculture urbaine durable (CRAPAUD) et l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM.
Financement :	Le projet a été rendu possible grâce au soutien de la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) et de la Direction de la Santé Publique de Montréal (DSP)
Description générale :	La vitrine interactive AgricultureMontreal.com est un carrefour d'information sur les activités en agriculture urbaine à Montréal. Elle contribue au développement de l'agriculture montréalaise en lui donnant un visage, en démontrant son dynamisme et en inspirant la recherche scientifique.
Public cible :	Toutes les personnes liées à l'AU à Montréal, en particulier les propriétaires/gestionnaires/jardiniers des jardins (collectifs)

LIEN : <http://agriculturemontreal.com/>

4. Références

1 **Annuaire statistique de l'agglomération de Montréal** (2011) :

http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/ANNUAIRE%20STATISTIQUE%20DE%20L%27AGGLOM%20ATION%20DE%20MONTR%20AL_JUIN2013.PDF, consulté le 23 juillet 2013.

2 **Gouvernement du Canada - Département des Statistiques** (2011):

<http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=E&Geo1=CSD&Code1=2466023&Geo2=CD&Code2=2466&Data=Count&SearchText=montreal&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&Custom=&TABID=1>, consulté le 23 juillet 2013.

3 **Rapport de Consultation Publique sur l'Etat de l'AU à Montréal** (2012). Office de Consultation Publique de Montréal. http://ocpm.qc.ca/sites/default/files/rapport_au.pdf, consulté le 25 juillet 2013.

4 **Etat de l'agriculture urbaine à Montréal** (2012). *Direction des grands parcs et du verdissement de la Ville Montréal*, 56 pp.

<http://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P58/agricultureurbaine-vdm.pdf>

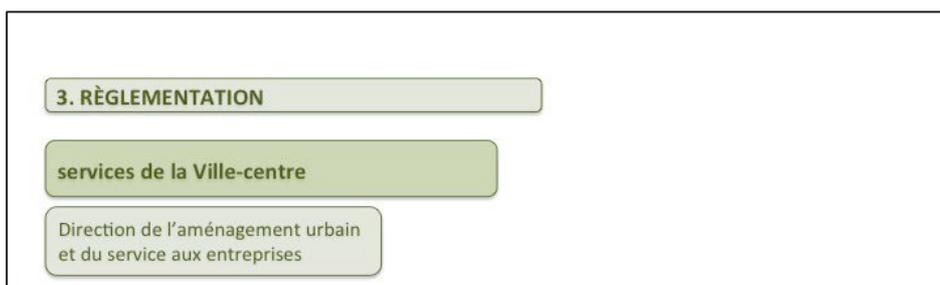
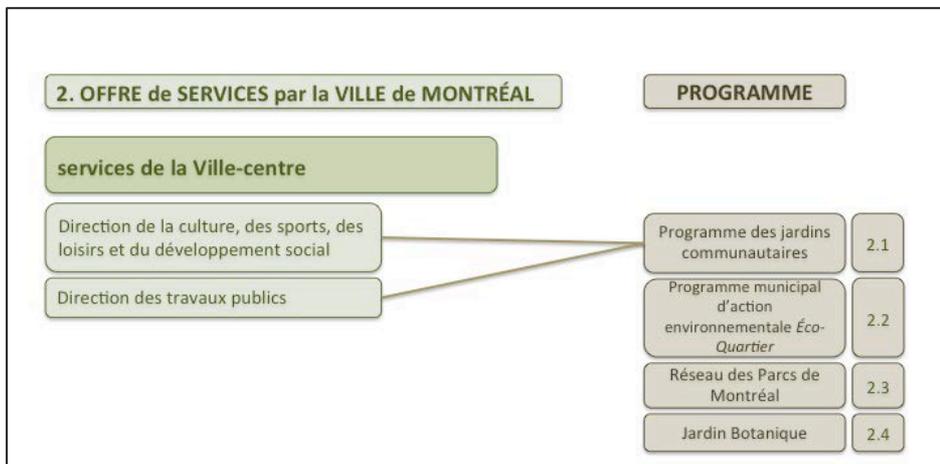
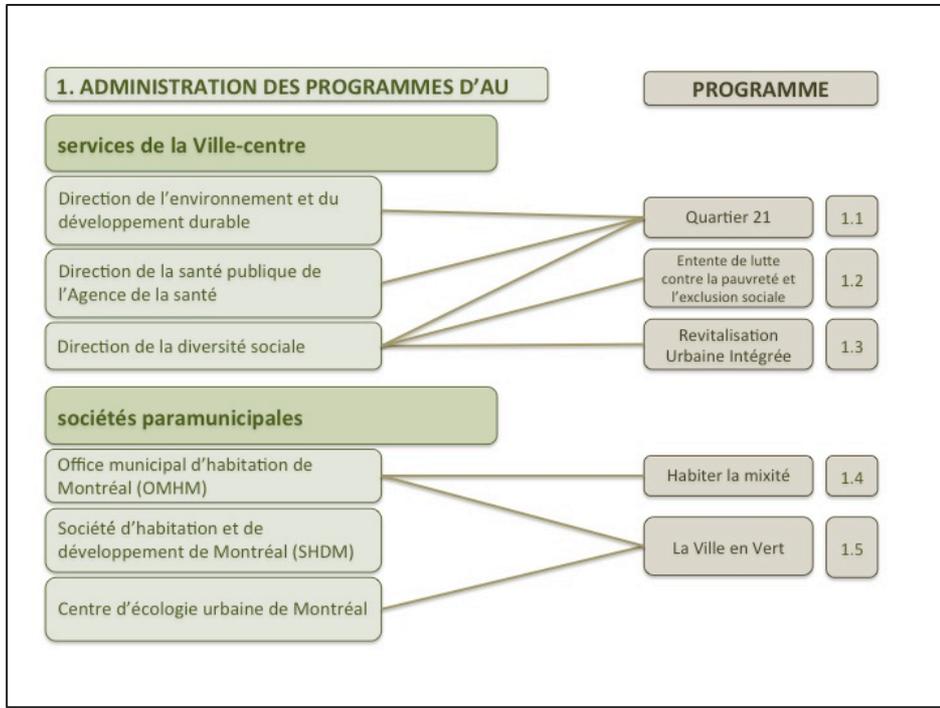
5. Annexes

5.1. Annexe 1 : Liste non-exhaustive d'exemples de jardins collectifs et autres initiatives communautaires

Arrondissement	Nom du projet	Description
Montréal-nord	Revitalisation de l'îlot Pelletier:	rénovation résidentielle (140 logements), projets collectifs de verdissement, incluant le développement de jardins collectifs (Groupe SHAPEM et organisme Paroles d'exclu(e)s, avec la collaboration de l'OBNL GÉRÉCOMM, de la Soverdi, de l'arrondissement et de la DSP)
	Un Rayon de Soleil:	construction neuve (30 logements), espace communautaire loué aux Fourchettes de l'Espoir
	Place Normandie	verdissement et plantation d'arbres fruitiers (Association des locataires, CRE Montréal, Sentier Urbain, Fourchette de l'espoir, OMHM)
Pierrefonds-roxboro	Jardin collectif Cloverdale	géré par la Coopérative Cloverdale
Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-trembles	Jardin collectif de la coopérative d'habitation le Colombier	
Rosemont-la Petite-Patrie	Maisonnette des parents	poulailler et jardin collectif (SODER, arrondissement, Caisse Des jardins De Lorimier, CSSS Cœur de l'île, Fédération des producteurs d'œufs de consommation du Québec)
	Habitations communautaires Loggia	rénovation d'un bâtiment (68 logements), terrasse pour jardinage collectif
Saint-laurent	Place Benoît: «Cultivons notre quartier!»	(Comité local de revitalisation urbaine de Place Benoît, centre communautaire Bon Courage, CJE Saint-Laurent, C-Vert, IKEA, Arbre Canada, aéroport de Montréal, Cégep de Saint-Laurent :) - forêt nourricière: plantation et parrainage d'arbres fruitiers - aménagement d'un jardin communautaire - ateliers de jardinage biologique et de jardinage sur les balcons - Kiwibox: jardin collectif - création de la coopérative de solidarité Les Serres du Dos Blanc (serres sur les terrains du Cégep de Saint-Laurent)
Verdun	Jardin collectif de la Maison des familles	Culture élémentaire Verdun
Ville-marie		Un îlot de chaleur humaine au Centre-Ville (Écoquartier Peter-McGill) - verdissement de l'îlot (espaces publics et privés) - promotion de l'agriculture sur balcon - aménagement d'un jardin communautaire et d'un centre de compostage communautaire - distribution de bacs
	Méta d'âme	construction neuve de 20 logements, réinsertion sociale par le biais de jardinage collectif sur la toiture verte de l'immeuble, cuisines collectives et repas communautaires
	Projet Bul	terrasse avec bacs de cultures et toit vert (SHDM)
Villeray-Saint-michel-Parc-extension	Habitations Jarry	94 logements HLM, terrasse verte avec bacs de jardinage (Association des locataires, centre d'écologie urbaine, OMHM)

Source: Ville de Montréal. *État de l'agriculture urbaine à Montréal (2012)*.

5.2. Annexe 2 : Schéma récapitulatif des programmes et des actions mises en place par la Ville de Montréal



Introduction au contexte politique et à la mise en pratique de l'AU dans la Ville de Oslo (NOR)

TABLE DES MATIÈRES

1	La Ville de Oslo : information générale.....	2
1.1	<i>Oslo en bref.....</i>	2
1.2	<i>Etat de l'AU à Oslo.....</i>	3
1.2.1	<i>Introduction.....</i>	3
1.2.2	<i>Les parcs et les zones vertes.....</i>	3
1.2.3	<i>Les jardins d'allotissements.....</i>	4
1.2.4	<i>Les colonies de jardin/ jardin communautaires.....</i>	4
1.2.5	<i>Les jardins pédagogiques.....</i>	5
1.2.6	<i>Listes d'attente.....</i>	6
2	Les acteurs principaux en AU à Oslo.....	7
2.1	<i>La Municipalité d'Oslo.....</i>	7
2.1.1	<i>Le Conseil et les Départements Municipaux.....</i>	7
2.1.2	<i>Les Agences impliquées dans le domaine de l'AU.....</i>	7
2.1.3	<i>L'AU dans les plans et les politiques municipales.....</i>	8
2.1.4	<i>Programmes et actions mises en place.....</i>	12
2.2	<i>Le milieu communautaire.....</i>	13
2.2.1	<i>Colonie de Jardin Oslo.....</i>	13
2.2.2	<i>MAJOB0.....</i>	14
2.2.3	<i>OIKOS – Organic Norway.....</i>	15
3	Initiative pertinente au regard du contexte bruxellois : The Glory.....	17
4	Références.....	20
4.1	<i>Documents consultés.....</i>	20
4.2	<i>Sites web consultés (SW).....</i>	21
5	Annexes.....	22
5.1	<i>Annexe 1 : Organigram des Départements Municipaux d'Oslo.....</i>	22
5.2	<i>Annexe 2 : Membres de la Direction de MAJOB0.....</i>	23

1 La Ville de Oslo : information générale

1.1 Oslo en bref

Nombre d'habitants ^a :	613 285
Superficie (km ²) :	454
Densité de population (h/km ²) :	1374,4
Taux de chômage (%) :	3,2 (2012)
Superficie d'espaces verts (%) :	66

^a Ce chiffre correspond avec le nombre d'habitants dans la *municipalité* d'Oslo à la date du 1^{er} janvier 2012. A ce moment, la *région* d'Oslo compte 925.242 habitants.

Source : Présentation de la Ville d'Oslo, 2013.

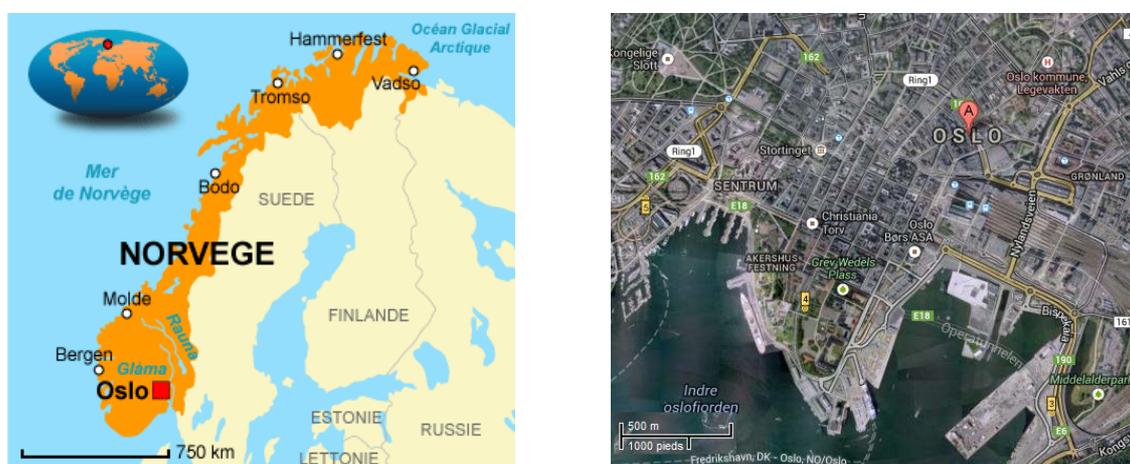


Figure 1.1: Situation géographique du Norvège¹ (gauche) et de la Ville d'Oslo (droite)²

Oslo, le capital et géographiquement la plus grande ville Norvégienne est renommée pour son cadre géographique spectaculaire en sa haute qualité de vie. La ville ressemble à un amphithéâtre géant – le 'stade' étant l'extrémité nord d'un fjord et le périmètre étant la vaste forêt qui s'étend profondément dans l'arrière-pays. Oslo est traversé par 10 rivières, qui constituent les principales artères dans la structure de bleu-vert de la ville. La présence de l'eau courante est l'une des caractéristiques déterminantes d'Oslo. La végétation le long les berges constitue un important réseau de corridors verts à travers la ville, où les plantes prospèrent et animaux peuvent facilement se déplacer entre les pâturages et leurs lieux de repos (SW 1.1).

Cependant, malgré son emplacement enviable et son système de transit public très efficace, Oslo connaît une croissance démographique et urbaine impressionnante (la plus rapide parmi les pays scandinaves) et ceci dans un contexte géographique limité (SW 1.1).

¹ <http://www1.alliancefr.com/la-norvege-s-apprete-a-basculer-a-droite-news33,123,24984.html> (consulté le 14/11/2013)

² <http://www.maps.google.com> (consulté le 14/11/2013)

Confrontée à cette dynamique démographique inéluctable, Oslo s'engage à en parer les conséquences négatives potentielles en adaptant une vision de durabilité prononcée et ceci dans des différents domaines communautaires. Les distinctions suivantes en font preuve (SW 1.3):

- 2003 : Oslo a gagné le Prix Européen des Villes Durables.
- 2009 : Oslo est finaliste dans le Prix Européen de la Capitale Verte.
- La Fondation de l'Energie Climatique a soutenu 2,400 projets par an. Les économies d'énergie totales du Fonds depuis 10 ans équivalent environ 1,3 TWh – près de 10 pourcent de ce que l'Oslo utilise au total
- La Ville d'Oslo compte plus de 2,300 véhicules électriques.
- 60% de l'énergie utilisée pour le transport au commun est renouvelable.
- La ville envisage de supprimer progressivement tous les brûleurs à mazout dans les bâtiments municipaux pour l'année 2013.
- Le biogaz sur base de déchets et d'eaux usées sera utilisé comme carburant de transport et remplacera l'utilisation du diesel pour une flotte de 230 bus.

1.2 Etat de l'AU à Oslo

1.2.1 Introduction

Superficie agricole (km ²) :	818,5 (en 2012)
Jardins d'allotissements (N) :	1000
Colonies de jardins (N) :	1000

Sources : SW 1.4, 1.1

1.2.2 Les parcs et les zones vertes

Deux tiers de la surface d'Oslo sont composés de forêt protégée (*Marka*), de collines et de lacs. Du 71 km² restants de l'agglomération, près de 20 % sont des zones ouvertes (SW 1.2).

Oslo dispose d'un grand nombre de parcs et d'espaces verts au cœur de la ville, ainsi qu'en dehors :

- *Frogner Park* est situé à quelques minutes à pied du centre ville. Il s'agit du parc le plus grand et le plus réputé en Norvège avec une grande collection de sculptures de Gustav Vigeland
- *Bygdøy* est un grand espace vert, souvent nommé la Péninsule Musée d'Oslo. La région est entourée par la mer et un des quartiers les plus chers en Norvège.
- *St. Hanshaugen* est un vieux parc public sur une haute colline dans le centre d'Oslo. « St. Hanshaugen » également est le nom du quartier environnant, ainsi que le plus grand arrondissement administratif incluant des parties principales du centre-ville d'Oslo.
- *Parc Tøyen* s'étend derrière le Musée Munch et est une zone herbeuse étendue. Dans le Nord, il y a un point de vue connu comme Ola Narr. La zone de Tøyen inclut également inclut le jardin botanique et le musée de l'Université d'Oslo.

Il y a deux forêts importantes bordant la ville : Østmarka (« Eastern Forest », sur le périmètre de l'est de la ville) et le très grand Nordmarka (« forêt du Nord », qui s'étend profondément du Nord du périmètre de la ville dans l'arrière-pays) (BRUUN, 2007). Environ 95% des citoyens d'Oslo vivent à moins de 300 mètres des espaces verts surnommés.

1.2.3 Les jardins d'allotissements

En 2012, Oslo compte 20 zones d'allotissements totalisant environ 1000 parcelles. Dans ce contexte, un jardin d'allotissement est un morceau de terrain mis à disposition par un bailleur privé ou par les administrations locales pour le jardinage individuel. Le jardin est divisé en un certain nombre de parcelles qui sont distribuées (louées ou vendues) aux membres du jardin. La taille des parcelles varie entre 5 et 250 m². 70% des parcelles ont une superficie de 50m² ou moins, et environ 20% des parcelles est inférieure à 25 m². Ces membres contribuent au jardin dans son ensemble, mais gèrent leurs parcelles individuellement (SW 1.1).

Créé en 1917, *Egebergløkka* est le plus vieux jardin d'allotissement à Oslo (voir Figure 1.2³). Depuis le vieux verger, le jardin offre une vue magnifique sur la ville. Le jardin, antérieurement connu sous le nom « *Les allotissements de la pomme de terre* », accueille de nombreux projets à vocation sociale (SW 1.6).



Figure 1.2 : Les allotissements de Egebergløkka

Depuis l'apparition des premiers jardins d'allotissement, environ 1000 jardins ont été aménagés à Oslo. Leurs usagers, surtout des particuliers, y cultivent principalement des fruits, des légumes et des plantes ornementales. Leur gestion générale est assurée par le département régional de l'Association Norvégienne des Jardins d'Allotissements (voir Section 2.2.1).

1.2.4 Les colonies de jardin

En outre, Oslo dispose d'environ 1000 parcelles dans ce qu'on appelle des colonies de jardin : des jardins ornementaux privés, généralement pourvus d'une cabane, avec une certaine production de fruits et légumes (baies, les arbres fruitiers et les légumes) (SW 1.5).

Avec l'introduction des colonies de jardin, Oslo voulait offrir un accès à une espace verte aux citoyens sans jardin privé. Chacun ayant une résidence permanente à Oslo peut appliquer pour parcelle. La plupart de ces terrains appartiennent à la municipalité, qui elle par conséquent en définit les conditions d'occupation et d'entretien.

Le coût de location d'un jardin varie de colonies à colonie. Moyennement, les prix reviennent à (SW 1.7) :

- 100 kr (Couronnes Norvégiennes) par an pour 1 jardin
- 200 kr par an pour 2-4 jardins

³ <https://www.facebook.com/pages/Egebergløkka-parsellhage/632798036735972> (consulté le 13/11/2013)

- 350 kr pan an pour 5-9 jardins.

C'est la *Colonie de Jardin Oslo (Oslo Kolonihager)*, le *département régional de l'Union des Colonies de Jardins (Norks Kolonihagerforund)* qui se charge de la gestion quotidienne des colonies (voir Section 2.2.1). La liste présentée ci-dessous (Tableau 1⁴) présente les principales colonies sous leur gestion à Oslo.

Tableau 1: Liste des colonies de jardins sous la gestion de *Kolonihager*

Jardin	Adresse	N de parcelles
Etterstad	Etterstadgata 18	88
Hjemmet	Stavangergata	109
Rodeløkkens hagekolonier	Rosenhoffgata 20	151
Sogn Hagekoloni	Kolonihagestien	204
Solvang 1	Vis à vis Sogn Studentby	113
Solvang 2	Vis à vis Sogn Studentby	140
Solvang 3	Nedsiden av Nordbergveien 105	153
Solvang 4	Oversiden av Nordbergveien 105	93
Solvang 5	Nedsiden av Nordbergveien 105	45

1.2.5 Les jardins pédagogiques

Oslo a une expérience traditionnelle dans le domaine des jardins pédagogiques. La ville est riche en jardins démonstratifs et scolaires, permettant aux étudiants et aux adultes d'apprendre sur le jardinage urbain et - dans la plupart des cas - biologique. Un grand nombre d'écoles à Oslo possèdent d'un jardin scolaire. D'entre eux, certains ont été réaménagé en jardins d'allotissement (SW 1.5).

Les jardins démonstratifs sont ouverts au grand public et ont été mis en place afin de permettre aux visiteurs de développer une responsabilité, un respect et une compréhension de la vie des animaux et des plantes. De plus, ces jardins offrent la possibilité de s'engager activement dans la conservation environnementale en travaillant avec le sol et les plantes lors des différents projets pédagogiques.

La ferme *Nordre Lindeberg*, par exemple, est une ferme de visite gérée par le District d'Alna. La ferme dispose d'une production animale et végétale diversifiée et adaptée à des différents groupes d'utilisateurs. Ensuite, la ferme du *Musée Norvège du Folk* « *Royal Kings Farm* » (Figure 1.3⁵) est une ferme laitière biologique, actuellement en cours de transformation afin de mieux pouvoir accueillir des publics scolaires. Dans la grande cour du musée, il y a un petit potager déjà accessible aux écoles primaires et maternelles. Dans le District d'Østernsjø, la « *Ferme Scolaire Abildsø* » a convenue avec les

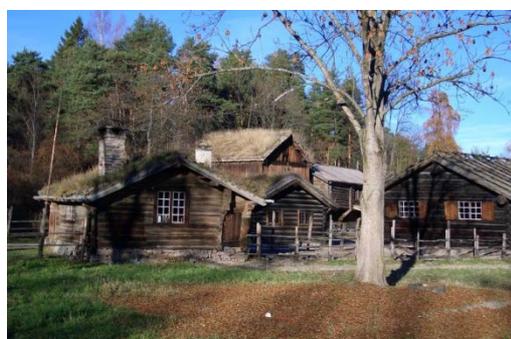


Figure 1.3 : La Ferme Norvégienne du Folk

⁴ <http://www.oslokolonihager.no/index.aspx?cat=145012&mid=145012&id=145993>

⁵ http://www.mehras.net/europe_pages/10_25_oslo/index_10_25_oslo.html (consulté le 22/11/2013)

écoles du quartier l'introduction d'une journée d'école alternative dans les écoles primaires et secondaires. Pendant ces journées alternatives, les élèves passent leur temps en explorant la ferme et en participant aux activités agricoles (SW 1.5).

1.2.6 Listes d'attente

Dans un contexte d'urbanisation et de croissance comme c'est le cas à Oslo (voir Section 1.1), il est un fait que la demande des espaces cultivables considérablement surpasse l'offre de parcelles libres (SW 1.8).

Printemps 2012, 600 citoyens (ou familles) étaient sur une liste d'attente pour la location d'un jardin⁶. Ces listes sont devenues très longues au cours des dernières années, surtout dans les grands allotissements du centre-ville où la période d'attente monte jusqu'à 20 ans⁷. Dépendant du projet dans lequel quelqu'un veut participer, il y a certaines circonstances qui peuvent diminuer le période d'attente. Les familles avec des enfants de moins de 13 ans, par exemple, sont considérées comme prioritaires. Dans les autres cas, le principe d'ancienneté doit être respecté (SW 1.6).

Tant la Ville que la communauté d'Oslo essaient de répondre à se manque de surface cultivable, chacune selon ses propres moyens. Un bon exemple d'action communautaire est le *Jardin Roulotte*, mis en place par l'équipe régionale de *Villes en Transition à Sagene*. Le Jardin Roulotte (Figure 1.4⁸) est une caravane pourvue de légumes, plantes aromatiques et fleurs. En garant la caravane à des différents espaces publics à travers d'Oslo pendant l'été 2012, l'équipe voulait faire passer le message concernant le manque de parcelles au grand public (SW 1.6).



Figure 1.4: Le Jardin Roulotte de Villes en Transition Sagene

Au niveau de la planification municipale, des efforts sont également faits afin de réduire les listes d'attente. Une stratégie de plus en plus appliquée est l'instauration de jardins temporaires sur des espaces non utilisés. Le *Konows Gate 40*, par exemple, était un plot dans un quartier résidentiel du centre-ville d'Oslo. Dans le cadre d'un projet de zonage pluriannuel, l'Agence de l'Environnement Urbain (voir Section 2.1.2) s'est engagée en 2013 pour la mise en place d'un parc avec des jardins d'allotissement temporaires. Comme ça, elle veut empêcher aux promoteurs immobiliers d'y construire. Aujourd'hui, 40 citoyens disposent d'allotissements de 2m² pour un période d'au moins deux ans (SW 1.6).

⁶ Ceci représente une augmentation de presque 60% au cours des deux dernières années.

⁷ *Geitmyra* a 245 personnes/familles sur la liste d'attente, *Egebergløkka* en a 179 et *Narr Ola* en a 70.

⁸ Source : <http://www.sustainable-everyday-project.net/urbact-sustainable-food/2012/10/09/oslo-opportunities-and-challenges/> (consulté le 22/11/2013)

2 Les acteurs principaux en AU à Oslo

2.1 La Municipalité d'Oslo

2.1.1 Le Conseil et les Départements Municipaux

Le Conseil Municipal ou *Bystyret* est l'autorité suprême de la Ville d'Oslo. Il consiste en 59 membres élus pour une période de quatre ans et est présidé par le maire d'Oslo *Fabian Stang*⁹. Le Conseil se charge des questions principales concernant le budget municipal, le développement de la Ville ainsi que des services offerts aux citoyens. C'est le *Gouvernement Municipal* qui se charge des affaires quotidiennes de la Ville. Présidé par le Maire Gouvernant *Stian Berger Røsland*¹⁰, le Gouvernement est composé de six *Départements permanents*, chargés de la préparation des propositions et des rapports pour le Conseil Municipal. Chaque Département a son propre domaine de responsabilité (voir **Annexe 5.1**) :

- Santé et Bien-être Social
- Affaires Culturelles et Entreprises
- Connaissance et Education
- Développement Urbain
- Transport et Affaires Environnementales
- Finances

Aucun des Départements n'est le seul responsable final quant au développement de *l'agriculture urbaine* à Oslo. Au contraire, le thème peut être traité par plusieurs des départements et, par conséquence, exige un niveau avancé de concertation entre les départements.

Au niveau local, la responsabilité de la gestion des espaces verts est accordée aux administrations de chacun des 15 districts d'Oslo. Installée depuis 1973, ces *Administration de District* préparent et implémentent les décisions convenues par le *Conseils des Districts*, lui-même composé de 15 membres (*Présentation sur la Ville d'Oslo*, 2013).

2.1.2 Les Agences impliquées dans le domaine de l'AU

Chaque Département est lié à un certain nombre d'Agences qui se chargent de l'administration exécutive et des services. Quand il s'agit de l'agriculture urbaine, il y a plusieurs agences qui sont concernées.

Parmi elles, l'*Agence du Développement Urbain (Bymiljøetaten*¹¹) est responsable de la planification et du développement, de la gestion et du fonctionnement des espaces publics urbains à Oslo (les rues, parcs, places, lieux de rencontre et aires de récréation). La mission également inclut les sports locaux et les équipements de loisir, ainsi que les terrains municipaux dans les forêts et le Fjord d'Oslo. De manière générale, l'Agence du Développement Urbain se charge de la santé environnementale (air, bruit, eau, sol) qui n'a pas d'origine médicale professionnelle.

L'*Agence de l'Education* également joue un rôle important dans la promotion de l'agriculture urbaine à Oslo. Oslo a une tradition de jardins scolaires et un grand nombre d'écoles possède d'un jardin pédagogique (dont une partie a été aménagée en jardin d'allotissement). Par la

⁹ Partie Conservatrice, 2007 – 2011, 2011 -

¹⁰ Partie Conservatrice, 2009 -

¹¹ <http://www.bymiljoetaten.oslo.kommune.no/> (en Norvégien, consulté le 14/11/2013)

promotion des initiatives pédagogiques, l'Agence veut mettre l'accent sur le développement d'une responsabilité, d'un respect et d'une compréhension par rapport à la vie des animaux et des plantes. Elle veut aussi favoriser l'engagement dans la conservation et les enjeux environnementaux. Dans ce contexte, elle considère les jardins scolaires pédagogiques comme des arènes d'apprentissage où un large éventail de sujets peut être traité simultanément (sciences, biologie, physiques, etc.) (SW 1.6). Des exemples concrets de jardins scolaires sont présentés dans la Section 2.1.4.1.

2.1.3 L'AU dans les plans et les politiques municipales

2.1.3.1. Introduction

Oslo est internationalement connue pour sa position novatrice en matière de l'agriculture urbaine biologique. Le thème de l'agriculture urbaine a connu beaucoup d'attention politique depuis 2012. Les visions et stratégies concernant l'alimentation durable mises devant dans les politiques actuelles sont révisées et complétées dans la politique agricole nouvellement proposée. La mise en place d'un Centre de l'Agriculture Organique Urbain est un sujet important de discussion.

Oslo également assume son rôle dans le discours international de l'AU. En participant à des initiatives globales comme le réseau thématique URBACT (Sustainable Food in Urban Communities)¹², Oslo vise à contribuer à la mise à l'ordre du jour le thème d'une alimentation durable et ceci au niveau politique, interne (au sein des propres administrations municipales) et externe (SW 1.10).

La section suivante abordera les principaux documents et plans politiques sur le thème de l'agriculture urbaine. Ces explications peuvent être accompagnés de l'organigramme présenté ci-dessous (Figure 2.1¹³). Ce schéma représente la structuration de l'administration politique (Conseil, Départements et Agences) ainsi que la cohérence entre les documents et les plans politiques principaux de la Ville d'Oslo.

¹² Le réseau thématique "Sustainable Food in Urban Communities" est un projet impliquant dix villes européennes qui souhaitent cultiver, livrer et profiter davantage d'une alimentation durable : ils cherchent des solutions conjointes, efficaces et durables pour développer des systèmes alimentaires urbains durables, faible en empreinte carbone et économe en ressources. (<http://www.sustainable-everyday-project.net/urbact-sustainable-food/category/oslo/>)

¹³<http://www.oslo.kommune.no/getfile.php/oslo%20kommune%20%28OSLO%29/Internett%20%28OSLO%29/Dokumenter/Om%20Oslo%20kommune/131001%20city%20of%20oslo%20presentation3.pdf>

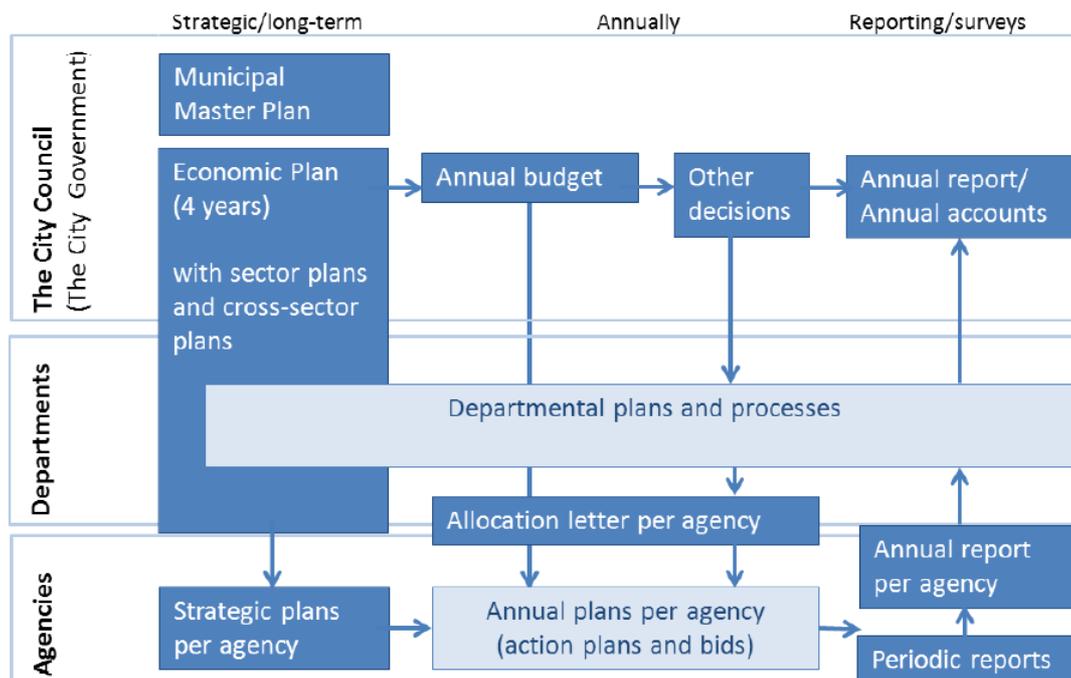


Figure 2.1 : La structuration de l'administration politique à Oslo

2.1.3.2. Le Plan d'Urbanisme Municipal

Le Plan Municipal d'Urbanisme (version actuelle de 2008 à 2025)¹⁴ définit les visions principales de développement d'Oslo. Il promeut un modèle de développement urbain compact, concentré sur les nœuds de transports publics, par biais de projets de densification et de transformation au sein de la zone bâtie existante. La densification ne peut pas réduire la structure verte urbaine ni réduire l'accès au Marka (voir Section 1.2) ou au fjord (*The 2008 Municipal Master Plan, 2008*).

Les principes directeurs sont de maintenir et de renforcer la structure de bleu-verte d'Oslo, ainsi que d'assurer une utilisation durable des terres. Ces principes font partie intégrante de tous les documents politiques pertinents – des plans d'urbanismes aux plans des secteurs spécifiques (*Formulaire d'application (12), 2013*).

Ils se font traduire par la *Vision d'Urbanisme* suivante :

"Oslo sera une capitale tolérante et socialement inclusive qui embrasse la diversité et un large éventail de modes de vie. Elle sera une ville dans laquelle il est facile à réussir et difficile à échouer. Oslo sera l'une des villes Européennes les plus innovantes, favorisant la création de valeur et de la créativité. Oslo favorisera le développement urbain en mettant l'accent sur les bonnes communautés locales et sur des normes environnementales élevées, comme sur un système de transport éco-efficace. Oslo sera l'une des villes durables les plus respectueuses de l'environnement du monde. Les fjords et forêts d'Oslo lui donnent un caractère bleu-vert qui sera protégé et renforcé. Oslo sera une ville où la participation citoyenne est encouragée. ».

14

<http://www.oslo.kommune.no/getfile.php/byr%C3%A5dsavdeling%20for%20finans%20%28FIN%29/Internett%20%28FIN%29/Dokumenter/Kommuneplan%202008%20-%20engelsk%20versjon%20med%20bokmerker.pdf>

Un nouveau Plan Municipal d'Urbanisme est en cours de rédaction. Ce plan précise les principales d'urbanisme mis devant par la Ville d'Oslo jusqu'à l'année 2030. L'accent est mis sur une planification intelligente, résiliente et verte.

Même si le sujet de l'agriculture urbaine n'est pas explicitement abordé dans le texte du Plan, il se fait sous-entendre que la Ville d'Oslo, promoteur d'actions innovantes en faveur d'une alimentation durable, l'intègre dans sa planification urbaine. Ceci devient plus claire sur base de son Plan d'Ecologie Urbaine (2011-2026).

2.1.3.3. Plan d'Ecologie Urbain (2011-2026)

En 1998, la ville d'Oslo a développé une politique environnementale globale du développement durable : le *Programme d'Ecologie Urbain (PEU)*¹⁵, dont la dernière version a été adoptée par le Conseil Municipal le 23 mars 2011.

Le Conseil régulièrement évalue à quelle mesure les objectifs ont été atteints afin d'ajuster les stratégies mises devant et d'améliore le programme. Les détails sur l'implémentation des stratégies sont spécifiés dans des différents *Plans Sectoriels d'Action*. *2013_GreenBlue Are* Plus spécifiquement, le Programme est révisé tous les quatre ans. Avant les révisions (2002, 2006 et 2010), un rapport d'état écologique est compilé, indiquant le niveau de réalisation des objectifs adoptés ainsi que l'état général de l'environnement urbain. Le rapport complet est ensuite publié sur le *Portail de l'Environnement*. Basé sur les connaissances tirées de ce rapport, Oslo mène un vaste processus de consultation interne et externe, menant finalement au développement d'un nouveau Programme, dont les objectifs et les stratégies principaux sont intégrés dans le *Plan Municipal d'Urbanisme* (voir Section 2.1.3.2 et *Formulaire d'application (12)*, 2013). Dans le Programme actuel, ces objectifs sont basés sur la vision générale suivante :

« Oslo sera une communauté urbaine durable où chacun est accordé le droit d'un air pur, des eaux propres et de l'accès à des aires de récréation attrayantes et en plein air. »

Tous les organes municipaux partagent la responsabilité de formuler plus spécifiquement les parties pertinentes du programme et de les incorporer dans leurs plans, budgets et rapports annuels.

C'est dans ce contexte que la Ville d'Oslo priorisera les prochains domaines d'action :

1. Oslo permettra de réduire les niveaux de bruit, de pollution atmosphérique et des émissions de gaz à effet de serre
2. Oslo aura un système de transport éco-efficace
3. Le développement urbain à Oslo sera écologiquement durable, avec un milieu bâti et des espaces publics urbains respectueux de l'environnement
4. La gestion des déchets à Oslo reposera sur une approche de cycle de vie
5. Oslo va maintenir et renforcer sa structure bleue-verte
6. Oslo développera une administration municipale éco-efficace
7. Oslo travaillera en concertation avec ses habitants, le secteur d'entreprise et le gouvernement central afin d'améliorer l'environnement de la ville

¹⁵ http://www.oslo.kommune.no/english/environment/environmental_policies/urban_ecology_programme/

8. Oslo prendra part à la coopération régionale, nationale et mondiale afin d'améliorer l'environnement.

En détaillant les indicateurs, les stratégies et les mesures à prendre pour réaliser les actions susmentionnées, le Programme d'Ecologie Urbaine fait bien la référence à l'agriculture urbaine et ceci à plusieurs niveaux, comme le montre le Tableau 2.

Tableau 2: Extrait du Programme d'Ecologie Urbaine détaillant pour chaque domaine d'action les cibles, indicateurs, stratégies et mesures dans le cadre de l'AU

Domaine	Cible	Indicateurs	Stratégie et Mesures
1. Oslo permettra de réduire les niveaux de bruit, de pollution atmosphérique et des émissions de gaz à effet de serre	1.5. Oslo s'adaptera au changement climatique		1.5.1.Élaborer une stratégie d'adaptation de changement climatique pour la ville, y compris... la création de plus d'espaces verts et toits verts
3. Le développement urbain à Oslo sera écologiquement durable, avec un milieu bâti et des espaces publics urbains respectueux de l'environnement	3.1. Oslo promouvra un développement urbain eco-efficace en cohérence avec les principes d'une écologie urbaine.		3.1.3. Achats et ventes municipaux de propriétés doivent promouvoir une écologie urbaine durable. L'achat de biens doit contribuer à atteindre les objectifs d'une structure verte continue, des allotissements et des jardins scolaires, en exposant les rivières et les ruisseaux souterraines et veiller à ce que le public à accès au rivage.
4. La gestion des déchets à Oslo reposera sur une approche de cycle de vie	4.1 Oslo permettra d'éviter la production de déchets et de promouvoir la réutilisation		4.1.4 Encourager l'extension du compostage à la maison des déchets verts en collaborant avec Grønn Hverdag
5. Oslo va maintenir et renforcer sa structure bleue-verte	5.2 Oslo maintiendra et continuera a développer sa structure verte, mettant l'accent sur la continuité et la qualité.	- Surface totale de jardins scolaires et d'allotissements en m ² - Nombre d'enfants et d'adultes utilisant des jardins scolaires et des allotissements	5.2.7 Conserver et acquérir des nouvelles zones pour l'aménagement de jardins scolaires et d'allotissements.
6. Oslo développera une administration municipale éco-efficace	6.3 Oslo maintiendra un niveau élevé de performance environnementale	- Proportion de nouveaux développements sur des friches industrielles - Surface requise pour le développement des structures vertes en m ²	6.3.4 Renforcer l'apprentissage environnemental dans les écoles conformément aux objectifs de la Décennie de l'Education au Développement Durable des Nations Unies. Développer une coopération plus étroite entre les écoles, les organismes municipaux et les organisations environnementales concernant l'enseignement de sujets environnementaux.

2.1.3.4. Autres plans municipaux pertinents

Afin de mettre en action les stratégies définies dans le Tableau X, certains des départements municipaux ont rédigé des Plans d'action spécifiques :

- Conformément au domaine 1 du PEU (voir Section 2.1.3.3), le **Programmes des Villes du Futur** (2011-2014) reprend les pistes à suivre afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de développer des stratégies pour répondre à l'impact du changement climatique.

- Le **Plan Structurel Vert** (1993) est le plan municipal principal pour la gestion des espaces verts dans la zone bâti. Conformément au Domaine 5 du Programme d'Ecologie Urbaine (voir Section 2.1.3.3), ce plan vise à maintenir et à renforcer les caractéristiques bleues-vertes d'Oslo et d'offrir aux habitants l'accès aux zones de récréation au sein de la ville. Le texte original est en cours de révision avant qu'une nouvelle édition soit rédigée.
- Adopté en 2012, le **Plan d'Action pour l'Environnement et le Climat** (2013-2016) inclut des stratégies et des moyens approuvés par le Gouvernement Municipal afin d'assurer l'implémentation des politiques environnementales. Le Plan est basé sur le PEU et priorise les mesures approuvés en termes de date d'implémentation et des allocations annuelles du budget.
- Depuis 2005, le **Plan pour Usages Multiples des Forêts de la Ville d'Oslo** (2007-2015) favorise une sylviculture eco-durable où la biodiversité et la récréation en plein air ont priorité sur les revenus économiques (*Formulaire d'application* (12), 2012).

2.1.4 Programmes et actions mises en place

2.1.4.1. Programmes éducatifs

Comme antérieurement mentionnée, Oslo a une tradition pour la mise en place des jardins éducatifs et scolaires. Convaincu du potentiel pédagogique des jardins éducatifs, la Ville d'Oslo soutient une multitude de projets dans ce domaine.

La *ferme de visite Bogstad*, (Figure 2.2¹⁶) par exemple, est un projet d'agriculture organique géré par **l'Agence de l'Environnement Urbain** (BYM, voir Section 2.1.2). La ferme accueille des écoles primaires et maternelles. Chaque année, près de 5000 enfants y apprennent sur l'agriculture, y font connaissance avec les animaux de la ferme et y participent aux activités agricoles comme la semence et la récolte. Il y a des parcelles démonstratives



Figure 2.2: Ferme de visite Bogstad

avec des céréales et des herbes pour l'auto-éducation publique ainsi que pour les programmes scolaires éducatifs. La ferme également produit des céréales et de la viande organique. Les animaux brouteurs de Bogstad tendent le paysage dans les zones de gestion de la ville d'Oslo dans la forêt et sur les îles. En collaboration avec le *Gouverneur du Comté d'Oslo* et avec *Akershus' Département de l'agriculture*, BYM vise à créer de la ferme Bogstad une arène pour le perfectionnement professionnel et le réseautage, pour l'agriculture en général et pour l'AU organique en particulier. Ainsi la ferme peut être un pont entre l'agriculture conventionnelle et organique, entre ville et campagne (SW 1.5).

¹⁶ Source: <http://www.visitoslo.com/en/product/?TLp=182528>

L'Agence de l'Education d'Oslo (voir Section 2.1.2) a repris la gestion du Jardin Scolaire Geitmyra (Figure 2.3¹⁷), un centre professionnel et éducatif pour les activités de jardinage dans le cadre scolaire. Depuis son installation en 1909 Geitmyra s'est développé en un centre de référence pour tous les activités scolaires de jardinage à Oslo. 15 écoles y retrouvent un environnement d'apprentissage. Le jardin dispose d'une collection unique de 350 arbres fruitiers et constitue donc une importante banque de gènes. Le centre offre un soutien pour chacun qui souhaite de l'information sur l'installation ou l'opération des jardins scolaires (entre autre, via des formations pour les enseignants).



Figure 2.3: La ferme scolaire Geitmyra

2.1.4.2. Traitement de déchets

Le Domaine 9 du Programme d'Ecologie Urbaine vise une gestion des déchets à Oslo, reposant sur une approche de cycle de vie. Depuis des décennies, Oslo applique un système unique de vidange. Une des actions récemment mises en place dans ce contexte est l'installation d'un vaste système de recyclage de déchets alimentaires et de plastiques. Par ce système, Oslo se met à trier le papier, le verre et le métal.

En 2013, Oslo se prépare pour la construction d'une usine de traitement de déchets près du centre, où les déchets alimentaires seront convertis en biogaz et en engrais bios. Le biogaz peut être transformé en biocarburant, un combustible déjà utilisé par les bus et les bennes à ordures à Oslo. Les engrais bios seront offerts aux fermiers de la région (*Formulaire d'application (12), 2013*).

2.2 Le milieu communautaire

2.2.1 Colonie de Jardin Oslo

L'Union des Colonies de Jardins (*Norks Kolonihagerforund*) et l'Association Norvégienne des Jardins d'Allotissement constituent les forces motrices des jardins en Norvège pour tous ceux profitant d'un jardin non-privé ou qui en ont l'intention (voir Sections 1.2.3 et 1.2.4).

¹⁷ Source: <http://www.sustainable-everyday-project.net/urbact-sustainable-food/2012/10/08/oslo-food-and-sustainability/>

La *Colonie de Jardin Oslo*, le département régional de l'Union des Colonies de Jardins, existe depuis 1927 a été transformé en organisme à but non lucratif en 2007. L'association est l'intermédiaire entre les usagers des jardins et la Ville d'Oslo, le propriétaire principal des terrains cultivables. C'est notamment la *Colonie de Jardin Oslo* qui négocie et gère les contrats de location entre les citoyens et la Ville¹⁸ (SW 1.7).

Etant donnée la coexistence d'une vaste surface non utilisée à Oslo et d'une considérable pression foncière, la recherche de terrains pour la création d'espaces verts à Oslo (voir Section 1.2.6.) est un des chevaux de bataille de l'association. C'est pourquoi elle se déclare très favorable au contenu du Plan d'Ecologie Urbaine.

2.2.2 MAJOBØ

Fondé en 2011 lors de l'Agenda GAIA¹⁹, MAJOBØ²⁰ est un réseau d'organisations et de particuliers encourageant l'action pour une alimentation organique et durable. En reliant des projets régionaux, nationaux et internationaux, MAJOBØ vise à mettre le sujet de l'alimentation durable et biologique sur l'agenda politique national et mondial. Elle veut favoriser l'échange d'idées pour ensuite les traduire par des actions soutenues par la société.

Plus concrètement, MAJOBØ s'engage à :

- consolider et propager des projets autour de l'alimentation durable en Norvège
- favoriser la connaissance sur les avantages d'une alimentation organique
- promouvoir les « bonnes pratiques agricoles » chez les projets participants.



Un projet MAJOBØ peut avoir «la dimension d'un terrain de foot ou un pot de fleurs ». Autrement dit, l'association ne fait pas de distinction par rapport à la taille du projet ou au types de participants qu'elle admet dans son réseau, du moment où le projet implique la production organique d'aliments. La plupart des projets concerne la culture de légumes et de plantes aromatiques, mais il y a aussi de l'apiculture et de l'élevage de poules. Les participants peuvent être des particuliers ou des associations communautaires (comme des gestionnaires de jardins scolaires ou d'un ensemble de parcelles). Le réseau compte plus de 80 initiatives de production biologique à Oslo et plus de 300 au niveau national. En outre, MAJOBØ également propose des formations en permaculture et en agriculture biologique.

MAJOBØ est présidé par un secrétariat, une direction (voir composition en Annexe 5.2), un groupe de personnes ressources et un grand réseau d'amateurs enthousiastes. Le secrétariat se charge des opérations quotidiennes et le développement du réseau. Le groupe de personnes ressources est composé d'un d'individus expérimentés au sujet de l'alimentation durable dans un large éventail de domaines (SW 2.1).

Faisant partie de sa Direction, l'Agence de l'Environnement Urbain a entamé un partenariat avec MAJOBØ dans le cadre du projet "Cities of the Future" (financé par le Ministère de l'Environnement). L'Agence s'est engagée pour la mise à disposition de terrains aménageables pour une production alimentaire.

¹⁸ En 1999, un contrat global de location (renouvelable) à été signé avec la Ville accordant à la Colonie la gestion des terrains non utilisées jusqu'à l'année 2025.

¹⁹ <http://www.gaia-agenda.no/index.html> (en Norvégien, consulté le 15/11/2013)

²⁰ <http://majobo.no/hva-er-majobo/> (en Norvégien, consulté le 15/11/2013)

Un exemple concret d'action sur le terrain est le *MAJOBØ jardin sur toit au Centre Commercial Alna* (Figure 2.4²¹). En 1996, une toiture verte y a été créée à des fins décoratives, exposant la nature dans un environnement fort bâti. En concertation avec le promoteur immobilier et l'entrepreneur initial de la toiture verte, MAJOBØ a transformé le toit en un jardin de permaculture.

MAJOBØ également joue un rôle important dans la création du « *The Glory* », projet d'allotissement temporaires dans le quartier Bjørvika. Ce projet est détaillé dans la Section 3 de ce texte.



Figure 2.4: Toiture verte en permaculture sur le Centre Commercial Alna, Oslo

2.2.3 OIKOS – Organic Norway



Oikos est le mouvement national des producteurs et des consommateurs d'aliments biologiques en Norvège. Comme organisation sans but lucratif et non gouvernemental, elle fait partie de

- IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements)
- ForUM (Forum for Development and Environment),
- The Royal Norwegian Society for Development (Norges Vel)

Oikos est fondé en 2000 lors de la fusion de trois organisations de production biologique. Son objectif était d'établir un mouvement organique et de renforcer sa voix dans la politique, l'économie et la vie sociale norvégienne. Aujourd'hui, elle coopère étroitement avec un large éventail d'organismes clés dans le domaine agricole Norvégien (Demeter Norvège, Debio²², Bioforsk Organic, Matmerk²³ et l'Autorité Agricole de Norvège²⁴)

Oikos a 2200 membres en 2011, repartie entre huit groupes régionaux. Chacun des groupes travaille étroitement avec les administrations et les parties prenantes de la région en question. Au niveau local, environ 15 plus petits groupes locaux organisent des activités afin de conscientiser les citoyens sur les avantages de l'agriculture biologique. Ces actions sont principalement soutenues par des bénévoles.

Le bureau principal d'Oikos est situé à Oslo. Les 11 employés travaillent sur des différents types de projets liés à l'agriculture, développement du marché, marketing et aux événements. Les projets principaux que l'association a initiés au dans lesquelles elle participe sont (SW 2.2) :

- 1) La promotion de produits biologiques dans les supermarchés par les agriculteurs ou par d'autres personnes expérimentées en l'agriculture organique (en collaboration avec Coop, Røros Dairy, Grøstad Gris)

²¹ Source : <http://www.sustainable-everyday-project.net/urbact-sustainable-food/files/2012/12/Slide104.jpg>

²² Le corps de certification biologique en Norvège

²³ Le Système Agricole de Qualité Norvégien

²⁴ *Statens Landbruksforvaltning*

- 2) L'introduction de snacks biologiques à des festivals et à d'autres événements en Norvège.
- 3) Le développement biologique dans l'Afrique Subsaharienne (ODISSA)
- 4) Des fermes bios ouvertes
- 5) Des projets d'alimentation bio dans les écoles.

3 Initiative pertinente au regard du contexte bruxellois : The Glory

Année de création :	2012
Porteur(s) :	<p><u>Acteurs civils</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet artistique <i>Bjørvika Utvikling</i> (initiateur) - MAJOB0: une association populaire qui s'engage pour une production et une consommation d'aliments locaux et biologiques, permettant le réseautage entre les différents projets d'AU en Norvège (voir Section 2.2.2). <p><u>Acteurs privés/commerciaux:</u> Inspiré par le projet artistique susmentionné, les promoteurs immobiliers actifs dans la zone ont établi 100 allotissements au milieu d'un îlot rocheux. Ils ont ensuite offert aux citoyens d'Oslo (via un article de journal) l'occasion d'appliquer pour la location gratuite d'un allotissement pour y cultiver des fruits et légumes.</p>
Description générale :	<p>Initié dans le cadre d'un projet artistique, <i>The Glory</i> est un projet écologique de production alimentaire en ville initié en 2012. Le projet se situe dans le « Barcode District » Bjørvika sur un îlot rocheux au milieu d'un site de construction entouré d'autoroutes, de chemins de fer, de bâtiments, d'asphalte et d'ordures.</p> <p>Le site consiste de <u>3 parties principales</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 'The Glory Allotment Garden' composé de 100 allotissements (de palettes en bois) gratuits avec un service technique et logistique ainsi qu'une offre de formations - un terrain de 250m² pour la production écologique de céréales (des variétés anciennes comme l'orge, l'épeautre, etc.) et de farine pour la cuisson du pain, - un programme événementiel (séminaires) favorisant l'apprentissage et l'échange d'idées (SW 3.1, 3.3)
Contexte :	<p><i>Loallmeningen Common</i> à Bjørvika est l'une des 14 projets de réaménagement le long du tronçon (12km) du fjord, principalement dans le sud et l'ouest, vers le bord de l'eau (voir Figure 3.2). Les paysages urbains sont transformés là où ils sont dominés par les activités du port, de la circulation et parfois de l'industrie. Dans le cadre du projet « <i>La Ville du Fjord</i> », le promoteur <i>Bjørvika Utvikling</i> a mis en place plusieurs projets et actions temporaires dans le but de stimuler le rencontre humain dans un contexte qui est largement dominé par les activités de construction. Parmi les projets effectués, <i>The Glory</i> se fait remarquer par un degré élevé de participation citoyenne et par sa notion de temporalité. (SW 3.2)</p>
Financement :	<p>Au début de l'aménagement du terrain, le projet n'avait aucun soutien financier. Brièvement après son réaménagement et grâce à sa popularité, le projet a reçu de l'aide financière sous des angles différents, dont principalement des acteurs privés et des instituts de recherche²⁵. (SW 3.3)</p>
Public cible :	<p>Les citoyens d'Oslo : Après l'appel aux applications en avril 2012, 3790 personnes se sont registrés pour une parcelle à <i>The Glory</i>.</p>

²⁵ La liste des sponsors : Statens Vegvesen Region Øst (SVRØ), Sørenga Utvikling AS, Oslo S Utvikling, Hav Eiendom, Bjørvika Infrastruktur AS, Byfabrikken (link), A-lab, Tigerjord fra Oslo Kompost, Bjørbekk&Lindheim Landskapsarkitekter og Cafétéateret/Nordic Black Theatre

Caractère remarquable :

- Temporalité: La planification urbaine du quartier Bjorvika prévoit initialement 3 saisons d'exploitation. La superficie actuellement occupée peut diminuer, se déplacer ou être réaménagé. Selon BU, cette stratégie est basée sur le fait que tant l'art permanent que l'art temporaire sont importants vu qu'ils servent des fins et des fonctions différents.
- Pollution atmosphérique: La couverture de la surface par un tissu fibreux épais doit permettre aux cultures de pousser dans un milieu non pollué. Même si les effets de la pollution atmosphérique ne sont visibles qu'après 10 ans, les instituts de recherche impliqués (*Bioforsk*) feront tout de même des tests pour mesurer les niveaux de pollution végétale avant les récoltes.
- Partenariat privé/civil: *The Glory* démontre le potentiel d'un partenariat entre des acteurs privés (promoteurs immobiliers) et civils (MAJOB0, citoyens). En collaboration avec le projet MAJOB0, qui offre un soutien logistique et de communication, ce projet multifonctionnel permet aux jeunes citoyens d'accéder à un savoir-faire 'oublié'.



Figure 3.1: Logo projet Herligheten (The Glory) : Une initiative verte sur la production alimentaire écologique dans la ville (3)



Figure 3.2: Localisation du projet (3)



Figure 3.3: Installation des allotissements en mai 2012 (3)



Figure 3.4: Les allotissements du Herligheten (3)

4 Références

4.1 Documents consultés

BRUUN, M. (2007). **Norske hager gjennom tusen år**. Andresen & Butenschøn, Oslo, 383 pp.

2008. **The 2008 Municipal Master Plan : Oslo towards 2025 (as adopted by the Oslo City Council on 11 June 2008, Proposition 213)**. *Municipalité d'Oslo*, 64pp.

2012. **Urbact CityLogo Baseline Report : Oslo – Powered by Nature**. *URBACT, Innovative Place Brand Management*, 10pp.

2013. **Présentation sur la Ville d'Oslo**. *Municipalité d'Oslo, Bureau du Maire*, 19pp.

2013. **Formulaire d'application d'Oslo (1) pour la Capitale Verte de l'Europe 201, Section 1 : Introduction de la Ville**. *Municipalité d'Oslo, Département de l'Environnement et du Transport*, 6pp.

2013. **Formulaire d'application (3) d'Oslo pour la Capitale Verte de l'Europe 201, Section 3 : Les zones vertes urbaines et l'occupation durable des terres**. *Municipalité d'Oslo, Département de l'Environnement et du Transport*, 19pp.

2013. **Formulaire d'application (12) d'Oslo pour la Capitale Verte de l'Europe 201, Section 12 : La Gestion Intégrée de l'Environnement**. *Municipalité d'Oslo, Département de l'Environnement et du Transport*, 12pp.

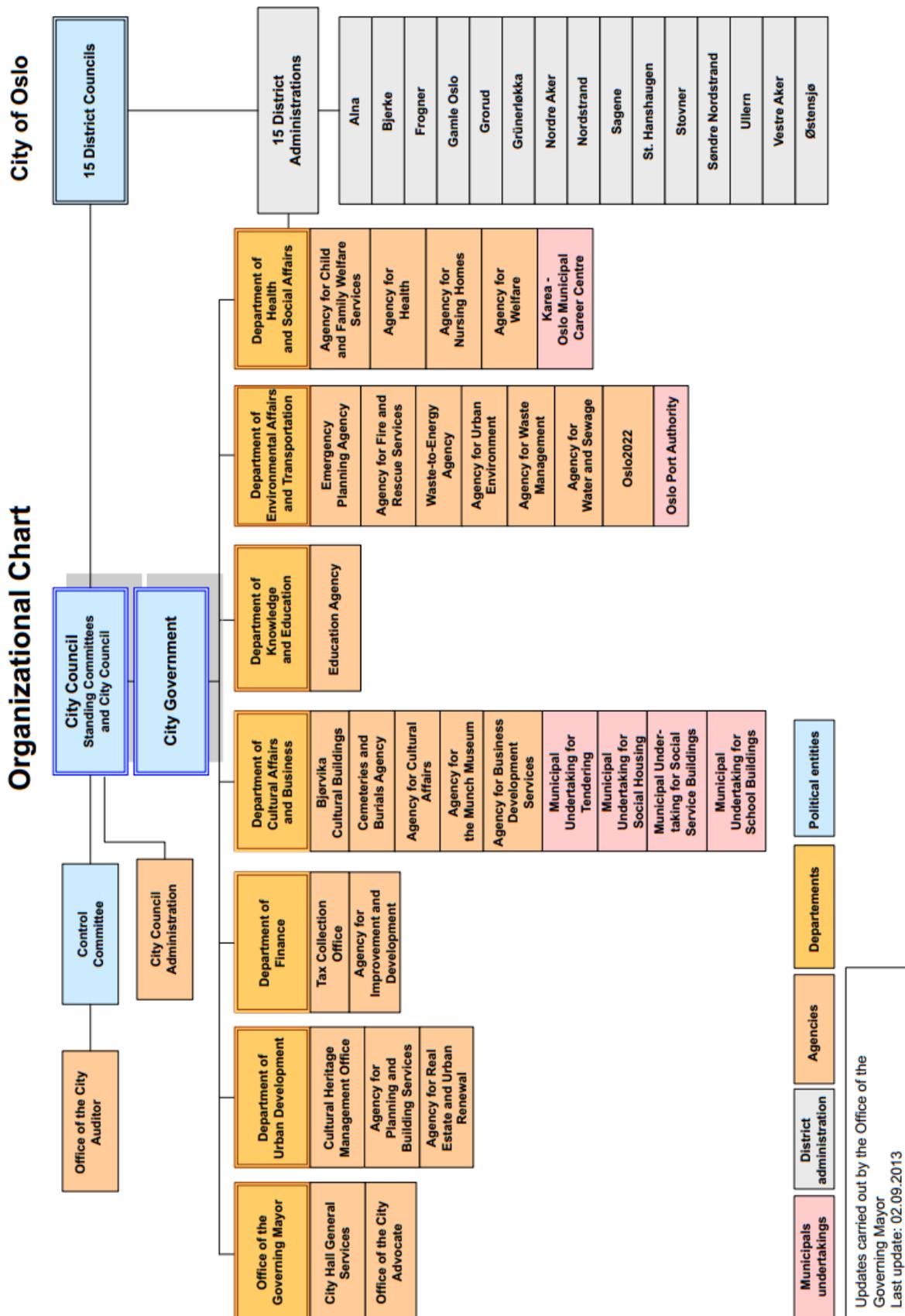
2013. **Urban Ecology Programme 2011-2026**. *Municipalité d'Oslo, Département des Affaires Environnementales et du Transport*. 28pp.

4.2 Sites web consultés (SW)

1. Oslo: Information Générale		Consulté le
1.1.	http://www.sustainable-everyday-project.net/urbact-sustainable-food/2012/10/08/oslo-main-characteristics/	13/11/2013
1.2.	http://sustainablecitiescollective.com/planningphotographycom/191111/oslo-norway-mecca-trade-shipping-and-modernism	13/11/2013
1.3.	http://www.procuraplus.org/en/participants/norway-oslo/	14/11/2013
1.4.	https://www.slf.dep.no/no/statistikk/utvikling/jordbruksareal	5/11/2013
1.5.	http://www.sustainable-everyday-project.net/urbact-sustainable-food/2012/10/08/oslo-food-and-sustainability/	17/11/2013
1.6.	http://www.sustainable-everyday-project.net/urbact-sustainable-food/2012/10/09/oslo-opportunities-and-challenges/	17/11/2013
1.7.	http://www.oslokolonihager.no/index.aspx?cat=145012&mid=145012&id=145742	18/11/2013
1.8.	http://loallmenningen.blogspot.com.es/p/info-in-english.html	20/11/2013
1.9.	http://www.visitoslo.com/en/product/?TLp=593685	13/11/2013
1.10.	http://urbact.eu/en/projects/low-carbon-urban-environments/sustainable-food-in-urban-communities/partner/?partnerid=732	14/11/2103
2. Acteurs Principaux		
2.1.	http://www.oikos.no/newsread/page.aspx?nodeid=6019	16/11/2013
2.2.	http://majobo.no/	16/11/2013
3. The Glory		
3.1.	http://ecosistemaurbano.org/english/herligheten-urban-gardening-in-oslo/	16/11/2013
3.2.	http://www.oslo.kommune.no/english/environment/bluegreen_urban_areas/	16/11/2013
3.3.	http://loallmenningen.blogspot.be/p/info-in-english.html	16/11/2013

5 Annexes

5.1 Annexe 1 : Organigramme des Départements Municipaux d'Oslo



5.2 Annexe 2 : Membres de la Direction de MAJOB0

- MARIANNE LEISNER: silvi-agronome avec des années d'expérience dans le domaine de la permaculture, la culture biologique et l'exploitation des jardins scolaires,
- ERIK JONER: chercheur spécialisé dans le domaine des sols, eaux et environnement chez *Bioforsk*²⁶,
- MORTEN ZAND PITCH LIEN: chef de produit chez Nittedals Industrie de Tourbes,
- FREDERICA MILLER: architecte civil et permaculteur chez Gaia Oslo,
- IDUN LEINAAS: directeur général de l'Association Dynamique Biologique²⁷ et membre du conseil d'administration de *Oikos – Organic Norway*²⁸ (voir Section 2.2.3.)

²⁶ <http://www.bioforsk.no/ikbViewer/page/forside> (en Norvégien)

²⁷ <http://www.biodynamisk.no/>

²⁸ <http://www.oikos.no/newsread/page.aspx?nodeid=6019>

Introduction au contexte politique et à la mise en pratique de l'AU dans la Ville de Londres (GB)

TABLE DES MATIÈRES

1	La Ville de Londres : information générale.....	2
1.1	<i>Londres en bref.....</i>	2
1.2	<i>Etat de l'AU à Londres.....</i>	2
1.2.1	<i>Introduction.....</i>	2
1.2.2	<i>L'agriculture commerciale</i>	4
1.2.3	<i>Les jardins d'allotissements.....</i>	4
1.2.4	<i>Les fermes urbaines et les jardins communautaires</i>	5
1.2.5	<i>Autres types d'espaces verts dédiés à l'AU.....</i>	6
2	Les acteurs principaux en AU à Londres	7
2.1	<i>L'Autorité du Grand Londres</i>	7
2.1.1	<i>Introduction.....</i>	7
2.1.2	<i>L'AU dans les plans et les politiques municipales</i>	7
2.1.2.1.	<i>London Plan (consolidé avec altérations depuis 2004).....</i>	7
2.1.2.2.	<i>La Stratégie Alimentaire du Maire, une Alimentation Saine et Durable pour Londres (2006)</i>	7
2.1.3	<i>Autres efforts au niveau de la planification municipale</i>	8
2.2	<i>Les écoles et les universités.....</i>	9
2.3	<i>Le milieu communautaire.....</i>	9
2.3.1	<i>London Food Link.....</i>	9
2.3.2	<i>Autres organismes communautaires.....</i>	11
2.4	<i>Les initiatives d'affaires et privées.....</i>	12
2.5	<i>Partenariat institutionnel – communautaire : Sustain Alliance.....</i>	13
2.5.1	<i>Introduction.....</i>	13
2.5.2	<i>The Big Dig.....</i>	13
2.5.3	<i>City Harvest</i>	13
2.5.4	<i>Growing Food in Cities.....</i>	13
2.5.5	<i>Programmes et actions mises en place</i>	Erreur ! Signet non défini.
3	Initiative pertinente au regard du contexte bruxellois : Capital Growth Scheme	15
4	Références.....	17
4.1	<i>Documents consultés.....</i>	17
4.2	<i>Sites web consultés (SW).....</i>	18
5	Annexes.....	19
5.1	<i>Annexe 1 : Composition du London Food Board.....</i>	19
5.2	<i>Annexe 2 : Liste non exhaustive d'initiatives exemplaires en AU à Londres mises en place par des organismes communautaires.....</i>	20
5.3	<i>Annexe 3: Schéma récapitulatif des organismes et des programmes Londoniens impliqués dans l'AU.....</i>	21

1 La Ville de Londres : information générale

1.1 Londres en bref

Tableau 1.1 : Londres en chiffres

Nombre d'habitants:	8.308.369
Superficie (km ²) :	1572
Densité de population (h/km ²) :	5285
Taux de chômage (%) :	4,6
Superficie agricole ^a (km ²) :	120,64

^a La superficie agricole ou la zone agricole permanente (ZAP) correspond au territoire occupé par l'AU et l'APU dans le Grand Londres.



Figure 1.1: Situation géographique de Londres¹

Avant d'ébaucher la situation agricole urbaine à Londres, il est utile de préciser la répartition géographique et administrative du Grand Londres en *Inner* et *Outer* Londres, car les 2 entités sont soumis à des législations différentes quant à l'AU (voir Figure 1.1). *Inner* London correspond à un ensemble de districts centraux du Grand Londres² et est entouré par l'*Outer* London³.

1.2 Etat de l'AU à Londres

1.2.1 Introduction

Il y a 12,064 hectares de terre agricole à Grand Londres, correspondant à près de 8% de la

¹ Source : <http://www.1clic1planet.com/royaume-uni.htm>

² Camden, Greenwich, Hackney, Hammersmith and Fulham, Islington, Royal Borough of Kensington and Chelsea, Lambeth, Lewisham, Southwark, Tower Hamlets, Wandsworth, Westminster

³ Barking and Dagenham, Barnet, Bexley, Brent, Bromley, Croydon, Ealing, Enfield, Haringey, Harrow, Havering, Hillingdon, Hounslow, Kingston upon Thames, Merton, Newham, Redbridge, Richmond upon Thames, Sutton, Waltham Forest

1.2.2 L'agriculture commerciale

Il y a 472 exploitations agricoles enregistrées dans la région du Grand-Londres, la plupart d'entre elles se situant dans la Ceinture Verte (Cultivating the Capital, 2010).

Bien que les exploitations horticoles à Londres représentent près de 17,5 % de tous les types d'exploitations agricoles (comparé à une moyenne de 3,8 % du Royaume-Uni), leur nombre a diminué en raison des pressions de développement urbain et, en particulier, du développement de Heathrow (A Lot to Lose : London's Disappearing Allotments, 2006).

Les unités de bétail diminuent progressivement, et seulement sept fermes laitières continuent leurs activités aujourd'hui. Une grande partie des 472 entreprises enregistrées sont petites (plus de 60% de 5ha ou moins) et la plupart est située dans 5 des 32 *boroughs* (quartiers) (voir Figure 1.1) londoniens qui divisent entre eux 85% des terres agricoles: Bromley (30%); Havering (24%); Hillingdon (13%); Enfield (12%) et Barnet (6%) (SW 1.1).

Les terres agricoles commerciales de Londres sont principalement destinées à la production de cultures arables et horticoles. Depuis quelques années, des nombreux éleveurs dans la ceinture urbaine ont des revenus réduits à cause d'un manque d'infrastructure (accès aux abattoirs, marchés, etc.). Certaines autorités de l'Outer London possèdent toujours des fermes. Bien que la plupart est exploitée en tant qu'entreprise commerciale, certains accueillent des visites occasionnelles d'écoles. Les terres agricoles du Conseil Municipal sont souvent louées à des locataires individuels, dans la plupart des cas via des gestionnaires commerciaux de propriété.

1.2.3 Les jardins d'allotissements

Un jardin d'allotissement est une parcelle qui peut être loué par un particulier pour la culture de fruits et légumes, pour usage personnel et/ou familial. Ils sont protégés par la loi depuis 1908. Traditionnellement, le jardinage d'allotissements était un passe-temps pour des personnes à faibles revenus ou retraitées. En 1993, seulement 6% des usagers au Royaume-Uni avait moins de 35 ans et 60% avait plus de 50 ans. Cette tendance est en cours de changement : les nouveaux participants sont généralement plus jeunes et proviennent des différentes catégories professionnelles (Crouch, 1997).

Le nombre total d'allotissements⁴ à Grand Londres est estimé sur 737, couvrant environ 831ha (dont 111ha est situé à *Inner London*). Actuellement, 30,000 jardiniers y cultivent des fruits et légumes. Les parcelles généralement appartiennent aux conseils locaux des boroughs, qui de leur côté ont une responsabilité liée d'approvisionnement, de maintien et de promotion de ces jardins. Les parcelles restantes appartiennent à des particuliers, des fondations de charité, des propriétaires fonciers commerciaux ou des paroisses (SW 1.2).

Malgré une demande croissante de sites d'allotissement, un rapport émis par le l'*Autorité du Grand Londres* (AGL, voir Section 2.1.1.)⁵ en 2006 a démontré une diminution de la superficie totale des sites et ceci à trois niveaux différents pendant les 10 dernières années : le nombre de sites a chuté de 4.2%, le nombre de plots individuels a rétréci de 6.9% et, car les plots nouvellement vacants sont de plus en plus subdivisés afin d'éliminer plus de personne de la liste d'attente, les surfaces des plots ont diminuées (A Lot to Lose : London's Disappearing Allotments, 2006). De plus, le rapport signale des disparités importantes au niveau de la distribution et de l'accessibilité des allotissements dans les différents boroughs londoniens (voir

⁴ Dans ce contexte, un jardin d'allotissement est une surface d'environ 250 m² qui peut être loué par un individu pour y cultiver des fruits et/ou légumes. La plupart appartient aux autorités locales.

⁵ L'Autorité du Grand Londres (en anglais Greater London Authority, abrégé en GLA) est l'administration chargée de la gestion du Grand Londres[1], l'une des neuf régions anglaises.

Figure 1.1) ⁶. Cependant ce manque de terres cultivables, *Garnett* estime qu'en 1997, 4% du total de *Inner London* soit inoccupé. La liste d'attente pour des jardinets y est considérablement longue. A *Outer London*, ce chiffre d'inoccupation équivaut 18%, ce qui démontre la présence potentielle de grands jardins privés (*Garnett*, 1997).

Dans ce contexte d'une demande élevée de parcelles par les citoyens et d'une surface manquante des terres cultivables, le gouvernement s'est récemment joint aux autorités locales pour étendre leurs efforts d'approvisionnement par des efforts considérables de promotion. Les autorités du *Outer London* sont légalement obligées de mettre à disposition une portion des terres aux citoyens pour faciliter des activités d'AU. Plus spécifiquement, quand elles aperçoivent une demande de surface cultivable par la communauté, les autorités en question sont obligées de mettre à disposition des quantités suffisantes de jardins. Si les besoins agricoles des habitants ne sont pas répondus, un comité de six résidents (à condition qu'ils sont inscrits aux listes électorales) peut être élu pour défendre leur cas devant l'autorité locale compétente. Les autorités du *Inner London*, même si dispensé de cette obligation, également pourvoient des sites d'allotissement, ainsi que quelques terrains privés⁷ (*Crouch*, 1997).

La gestion des sites d'allotissement est assez variable. Certains des sites sont directement loués au conseil du borough en question ou à un propriétaire foncier. Quand les sites sont gérés par une association spécifique, on parle d'une *gestion déléguée* : la responsabilité liée à la gestion du site est partagée parmi les jardiniers mêmes. Dans ces cas, les jardiniers s'organisent dans une association constituée, menée par un comité élu. Le loyer moyen d'un allotissement équivaut £50-£60 par an, avec des énormes variations de prix à travers la ville. Ceci est lié au fait que la gestion des ressources pour la création et l'entretien des allotissements une compétence individuelle de chacun des boroughs Londoniens.

Avec les autorités régionales et locales, un certain nombre d'associations communautaires Londoniens s'est également dévoué à la promotion des programmes et des activités des jardiniers d'allotissement. Leurs efforts sont détaillé dans la Section 2.3. de ce texte.

1.2.4 Les fermes urbaines et les jardins communautaires

Grand Londres dispose de 17 fermes urbaines dont les dimensions varient entre 0.25ha et 0.5ha. Dans la plupart des fermes, l'élevage est l'activité prédominante, généralement accompagné d'une production horticole. Financées par des ressources caritatives et municipales, les fermes urbaines sont en grande partie gérées par les communautés locales. Leur vocation est principalement sociale et éducative.

*Surrey Docks Farm*⁸, par exemple, est une ferme urbaine au cœur de Londres, offrant une opportunité unique d'apprendre sur la production alimentaire, tout en s'impliquant activement dans l'exercice agricole. Situé au cœur de Londres de l'Est, *Hackney City Farm*⁹ est une ferme urbaine pourvu d'un centre communautaire et un café.

A part des fermes urbaines, Londres compte plus de 100 jardins communautaires, situés à des endroits très variés dans la ville : à des lotissements, près du chemin de fer, sur des terrains

⁶ Ce rapport a résulté en des recommandations concrètes par l'AGL, y compris un outil de recherche en ligne pour des allotissements à Londres, plus d'efficacité au niveau du partage d'informations sur l'offre et la demande dans le capital ainsi que l'application des pouvoirs de planification locaux afin de forcer les développeurs fonciers de prendre en compte l'utilisation des terrains pour l'aménagement d'allotissements.

⁷ 6% appartient à des sociétés de chemin de fer ou à d'autres entreprises

⁸ <http://www.surreydocksfarm.org.uk/>

⁹ <http://hackneycityfarm.co.uk/>

éphémères ou dans des centres communautaires. Les jardiniers y cultivent des fleurs et des cultures ornementales, à côté d'une production alimentaire plutôt limitée (Garnett, 2005).

Maintenant dans sa cinquième année de fonctionnement, le *Cranbrook Community Food Garden*¹⁰ est géré et entretenu par un groupe d'habitants du Cranbrook Estate. Le *Castle Climbing Centre Garden* est un jardin communautaire et productive développé dans le cadre de l'aménagement environnemental du centre d'escalade « Castle Climbing Centre »¹¹.



Figure 1.2 : Le Cranbrook Community Food Garden



Figure 1.3 : Le Jardin du Castle Climbing Centre

1.2.5 Autres types d'espaces verts dédiés à l'AU

La moitié des 2.8 million de ménages londoniens possède un jardin. L'ensemble des **jardins privés** comprend près de 20% de la superficie du Grand Londres, soit 30,455 ha.

Certaines écoles ont déterré le tarmac de leur cour pour y créer des petites parcelles de culture. Grâce aux efforts actuelles de promotion de l'AU (entre autre par le programme *Capital Growth* – voire Section 3), leur nombre commence à augmenter. La vocation de ces **jardins d'écoles** est éducative plutôt que nutritive.

Un nombre limité de **parcs** Londoniens ont été aménagés dans le cadre des projets individuels ou communautaires d'agriculture urbaine. Dans ce dernier cas il s'agit principalement de parcelles en proximité des entreprises ou des commerces.

Finalement, Londres dispose d'une quinzaine de **vergers** qui servent des objectifs communautaires (Garnett, 2005).

¹⁰ <http://www.opensquares.org/detail/Cranbrook.html>

¹¹ <http://www.castle-climbing.co.uk/>

2 Les acteurs principaux en AU à Londres

2.1 L'Autorité du Grand Londres

2.1.1 Introduction

En règle générale, l'administration municipale est coordonnée par l'*Autorité du Grand Londres (AGL)*, alors que l'administration locale est effectuée par les 33 autorités locales (composé des 32 *boroughs* Londoniens et de la Ville de Londres, voir Figure 1.1). Créé en 2000, le AGL est responsable de la coordination et de la planification foncière dans le Grand Londres. Les *boroughs* sont chargés de la planification locale, des écoles, des services sociaux, des routes locales et du ramassage des ordures.

L'AGL n'a pas une équipe permanente ou un service uniquement dédié à l'agriculture urbaine. Les activités agricoles sont plutôt dispersées à travers des divers types de programmes et services de l'administration municipale : en amont (par la planification, la réglementation, le financement) et en aval (par un support technique dédié).

Le **Conseil Alimentaire Londonien (the London Food Board)** a été établi par le maire de Londres en 2004 afin de mener sur des questions alimentaires à Londres. Il s'agit d'un groupe consultatif d'organismes indépendants et d'experts dans le domaine de la politique alimentaire. Son rôle existe principalement en la supervision de la mise en œuvre de la *Stratégie Alimentaire du Maire* (voir Section 2.1.2.2.) et en l'accompagnement et le suivi du débat de l'alimentation durable dans la Capitale. La composition du Conseil Alimentaire Londonien est présentée en *Annexe 1* afin de démontrer l'étendue du type d'acteurs impliqués.

L'*Annexe 5.3* présente un schéma récapitulatif des organismes et des programmes Londoniens impliqués dans l'AU.

2.1.2 L'AU dans les plans et les politiques municipales

2.1.2.1. London Plan (consolidé avec altérations depuis 2004)

En 2004, le Maire a établi une première version de son plan stratégique de planification : le *Plan Londonien (London Plan)*. Ce plan établit un cadre économique, environnemental, social et de transport entièrement intégré pour le développement du capital jusqu'en 2031. Chacun des conseils locaux des 33 arrondissements Londoniens est légalement lié au Plan quant à son application à l'échelle locale. Via une mise à jour du Plan Londonien en 2008, le maire Boris Johnson s'est engagé à renforcer ses efforts pour la protection et l'extension des espaces verts de Londres (London Plan, 2013).

2.1.2.2. La Stratégie Alimentaire du Maire, une Alimentation Saine et Durable pour Londres (2006)

Des politiques récentes ont été associées à un programme global concernant le système alimentaire Londonien. C'est dans ce cadre qu'en mai 2006, le maire a donné l'ordre de la publication de la *Stratégie Alimentaire du Maire, une Alimentation Saine et Durable pour Londres*. La stratégie vise le développement d'un système alimentaire durable et globale. Sa publication a été suivie par un *Plan d'Implémentation* en 2007.

Le programme est composé d'un certain nombre de projets prioritaires avec des différents objectifs synergiques (The Mayor's Food Strategy, 2006) :

- offrir au Londoniens un meilleur accès à la nourriture saine et abordable et ceci non seulement dans les magasins, aux marchés ou dans les restaurants, mais également dans les écoles et dans les hôpitaux,

- réduire les dégâts environnementaux causés par le système alimentaire Londonien et favoriser un système alimentaire qui influence positivement l'environnement,
- renforcer le système d'approvisionnement alimentaire Londonien et réduire sa vulnérabilité à la crise.

L'équipe principale de partenaires du Plan, chargé de l'effectuation des projets stratégiques définis, consiste des organismes prochains :

- *London Development Agency*¹²
- *Sustain/London Food Link* (voir Sections 2.3.1. et 2.5),
- *Government Office for London*¹³
- *les Conseils Londoniens*,
- *Regional Public Health Group for London*¹⁴
- *Greenwich Co-operative Development Agency*¹⁵

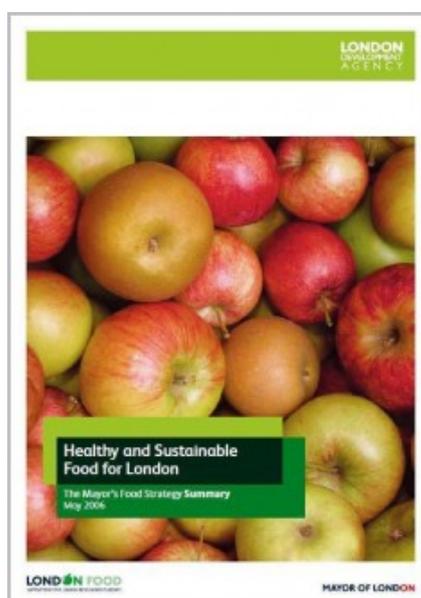


Figure 2.1. : Couverture du texte de la Stratégie Alimentaire du Maire

2.1.3 Autres efforts au niveau de la planification municipale

Les efforts susmentionnés ont été accompagnés de plusieurs rapports, études et publications afin d'améliorer le système de planification urbaine au niveau d'une alimentation durable, comme par exemple :

¹² **The London Development Agency** est un cadre de consultation qui s'engage à écouter et à apprendre de ses partenaires et des intervenants pour s'assurer que ses stratégies tiennent compte des besoins au niveau du développement social et économique de Londres. (<http://lda-consult.limehouse.co.uk/portal>)

¹³ **Le Gouvernement Office of London** de Londres travaille avec des partenaires régionaux et les populations locales pour aider à fournir les principaux objectifs du gouvernement dans la capitale, pour atteindre des niveaux élevés et stables de croissance et d'emploi et de construire une société inclusive et prospère qui peut se développer de manière durable. <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20100528142817/http://www.gos.gov.uk/gol/>

¹⁴ **Public Health England** est une agence exécutive nationale, formée d'un certain nombre d'organisations spécialisées en la santé publique. Sa mission est de protéger et d'améliorer la santé et le bien-être de la nation. <http://www.erpho.org.uk/viewResource.aspx?id=8343>

¹⁵ **Greenwich Co-operative Development Agency (GCDA)** offre un soutien intensif aux communautés qui deviennent actives à résoudre leurs propres difficultés. <http://www.greenwich-cda.org.uk/>

- *Food and Planning: How London's planners can improve access to healthy, sustainable and affordable food.* London Development Agency, Sustain, 2004 (mis à jour en 2010).
- *Cultivating the Capital: Food growing and the planning system in London.* Planning and Housing Committee, Greater London Authority, janvier 2010.
- *Good planning for good food - using planning policy for local and sustainable food: How the planning system in England can support healthy and sustainable food.* Sustain, janvier 2011.

2.2 Les écoles et les universités

Parmi les programmes mises en place par les universités Londonniens afin de favoriser l'AU, le programme *Urban Agriculture Society*¹⁶ du University College London (UCL)¹⁷ est l'un des plus documentés. Cette initiative encore prématurée et actuellement en stand-by a été initiée par un groupe d'étudiants masters de l'UCL pendant l'année scolaire 2012-2013. Le projet consiste en la mise en culture d'un nombre de parcelles universitaires de manière durable, inclusive et participative (voir Figure 2.2). Dû au lancement tardif du projet et à cause d'une surcharge de travail inattendue, les membres fondateurs n'ont pas (encore) réussi à faire tourner le projet de manière durable. C'est pourquoi les initiateurs en ce moment font un appel aux successeurs motivés pour reprendre en main et faire revivre le *Urban Agriculture Society* (SW 2.1, 2.2).



Figure 2.2 : Le projet Urban Agriculture Society de l'UCL

2.3 Le milieu communautaire

Le milieu communautaire impliqué dans l'AU montréalaise est composé d'une multitude d'organismes mettant en place des divers types d'initiatives.

2.3.1 London Food Link

London Food Link (SW2.3) est un réseau d'individus, de projets et d'entreprises, de producteurs et d'autres organismes Londonniens dévoués à faire développer un système alimentaire durable et régional. *London Food Link* mène et relie la plupart de leurs projets et campagnes



¹⁶ <http://blogs.ucl.ac.uk/dpublog/2013/05/02/ucl-urban-agriculture-society/>

¹⁷ <http://www.ucl.ac.uk/>

existants à Londres.

A la fin de l'année 2007, elle a organisé une excursion aux Etats-Unis pour s'y laisser inspirer par les projets agricoles urbains mis en place. Les expériences ont été rassemblées en le rapport « *Edible Cities: A report of a visit to urban agriculture projects in the USA* » (Edible Cities, 2008).

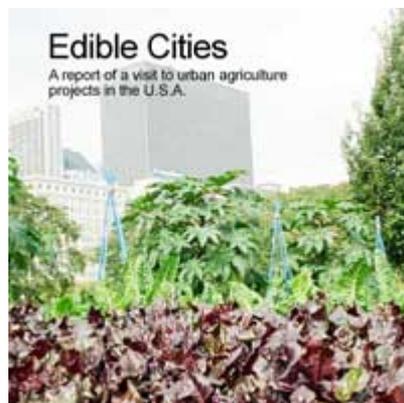


Figure 2.3 : Couverture du rapport
« Edible Cities »

2.3.2 Autres organismes communautaires

Une liste non exhaustive d'actions communautaires est présentée ci-dessous (Tableau 2.1.). Cette liste est reprise et complétée en **Annexe 2**.

Tableau 2.1. : Liste non-exhaustive d'initiatives exemplaires mises en place par des organismes communautaires.

Initiative	Type d'action	Description	Lien
Common Ground	général	La charité Common Ground promeut le "verger communautaire" (des petits vergers organiques, localement gérés)	http://www.findcommonground.org.uk/
Cultivate London	général	Ferme urbaine et entreprise sociale qui convertit des terrains abandonnés ou désaffectés en des espace de production alimentaire et propose des formations horticoles ainsi que des emplois pour des chercheurs d'emploi	http://cultivatelondon.org/
Garden Organic	général	La charité principale de production agricole en Angleterre et pilier dans le mouvement horticole organique depuis 50 ans, dédié à la recherche et à la promotion du jardinage et de l'agriculture organique.	http://www.gardenorganic.org.uk/
Freightliners	général	Petit ferme dans le cœur d'Islington offrant l'occasion aux habitants d'apprendre sur et d'interagir avec l'environnement par des activités horticoles, des pratiques durables et par le soin animal.	http://www.freightlinersfarm.org.uk/
Transition Town Kingston's Orchard Project	général	Partie du réseau Agroforesterie, ce projet a été conçu en 2010 et vise à créer un jardin forestier pour des climats modérés. L'initiative cadre dans le projet Transition Town Kingston.	http://www.ttkingston.org/groups-and-projects/kingston-orchard/
SHARE Community	général	offre de l'auto soutien, des formations et favorise le développement personnel et l'éducation pour un public confronté avec des obstacles professionnels liés à la santé	http://www.sharecommunity.org.uk/
Ethical Eats	général	un réseau informel de restaurants et traiteurs Londoniens soucieux du développement durable. Le réseau soutient des entreprises à identifier les étapes vers des pratiques plus durables et à partager leurs expériences pendant le procès.	http://www.sustainweb.org/ethicaleats/
Dalston Roof Park	général	Allotissement sur toiture au cœur de Hackney qui engage les locataires du Bootstrap ainsi que la communauté locale par le biais d'une alimentation saine et durable.	http://dalstonroofpark.co.uk/
Avant-Gardening	artistique	Projet artistique à vocation sociale utilisant l'agriculture et l'exploration de l'environnement proche comme un outil de consultations créative et de projets artistiques.	http://www.avantgardening.org/
PoLLeN (People, Life, Landscape and Nature)	thérapeutique	Projet d'entreprise horticole à vocation sociale et thérapeutique pour des adultes touchés par la détresse psychologique, basé au Centre Bromley-by-Bow, East London.	http://www.bbbc.org.uk/pages/pollen.html
St Mary's Secret Garden	thérapeutique	Projet à vocation thérapeutique par le biais du jardinage et ses activités associées tout en conservant une oasis urbaine au profit de la communauté.	http://www.stmaryssecretgarden.org.uk/
Sydenham Garden	thérapeutique	Projet proposant des activités thérapeutiques afin d'influencer positivement les vies de la population locale confrontée par des maladies psychologiques ou autres.	http://www.sydenhamgarden.org.uk/
Thrive	thérapeutique	promeut le jardinage dans toutes ces formes en tant que moyen thérapeutique.	http://www.thrive.org.uk/
Urban Growth	thérapeutique	Programme de relance offrant des formations horticoles et un soutien thérapeutique aux personnes avec des problèmes de santé mentale qui cherchent à obtenir un emploi dans l'industrie horticole.	?

2.4 Les initiatives d'affaires et privées

Plusieurs entreprises privées ont intégré des notions de l'agriculture urbaine dans leur milieu de travail. La liste ci-dessous présente quelques projets exemplaires d'AU initiés par ou en collaboration avec des entreprises commerciales.

Tableau 2.2. : Liste non-exhaustive d'initiatives en AU mises en place par des entreprises ou des particuliers

Initiative	Type d'action	Description	Lien
Food from the Sky	commerciale	Cette initiative est une collaboration entre le supermarché Thornton's Budgens à Londres du Nord et Azul-Valerie Thome. Il s'agit d'un projet communautaire de permaculture dont la production est principalement vendue au supermarché pendant que des activités éducatives sont mises en place pour toute la communauté.	http://foodfromthesky.org.uk/
Hackney City Farm	commerciale	Entreprise sociale située à Hackney qui gère des potagers urbains commerciaux et initiateur de plusieurs points de vente axée sur la communauté pour la production d'aliments frais.	http://hacknecityfarm.co.uk/

Une tendance remarquable est celle des projets d'AU se développant dans le cadre d'un projet de construction. Plus spécifiquement, de plus en plus de potagers urbains sont créés lors d'une collaboration entre les promoteurs de logements sociaux et leurs locataires. Ceci est documenté en plus de détail dans le rapport « Growing Round the Houses » de Ben Reynolds (membre de *Sustain*, voir Section 2.5) et Christine Haigh (Women's Environmental Network). En plus d'une liste de conseils sur comment faire démarrer une production alimentaire sur son site, le rapport illustre le concept par plusieurs exemples, comme celui du *Spitalfields Estate Community Garden*. Ce potager est le résultat d'une collaboration entre les résidents de la communauté locale de minorité ethnique (Growing Round the Houses, 2008)(SW 2.4.).

Le Tableau 2.3. présente quelques autres exemples d'initiatives d'AU promues par des agences de logements à Londres.

Tableau 2.3. : Liste non-exhaustive d'initiatives en AU promues par des agences de logement.

Initiative	Type d'action	Description	Lien
Circle 33	entreprise de logement	Entreprise de logement avec une approche de voisinage quant aux projet de l'AU, basé sur le participation et l'engagement des habitants	http://www.circle.org.uk/circle33
Metropolitan Housing Trust (MHT)	entreprise de logement	MHT soutient les résidents dans leurs projets d'aménagement d'allotissements urbains.	http://www.metropolitan.org.uk/
Peabody Housing Association (PHA)	entreprise de logement	PHA soutient et initie 20 espaces maraîchers sur ces domaines à travers Londres (dans le cadre de la campagne Capital Growth, voir section 3.1).	http://www.peabody.org.uk/home
The Somerford and Shacklewell estates' Tenants and Residents Association	entreprise de logement	L'association établie des micro-allotissements sur des terrains précédemment inexploités.	http://somerfordandshacklewell.wordpress.com/

2.5 Partenariat institutionnel – communautaire : Sustain Alliance

2.5.1 Introduction

Parmi les réseaux Londoniens en matière de l'AU, *Sustain Alliance* (SW 2.5.) peut être considéré comme l'organisation clé de coordination. *Sustain* a vu le jour en 1999 lors du *Healthy Planet Forum*, organisé par l'UNED-UK, par la fusion de *The National Food Alliance* et le *Sustainable Agriculture Food and Environment Alliance* (SAFE). *Sustain: The alliance for better food and farming* est une charité/ un organisme de bienfaisance financé par des dons de fondations charitables et du gouvernement (ou des ressources liées), par les cotisations des membres ainsi que par la vente de publications.



Sustain Alliance représente près de 100 organisations d'intérêt public national travaillant au niveau international, national, régional et local. Sa mission existe en la gestion de plusieurs projets et campagnes sur les thèmes de l'alimentation durable et de l'agriculture urbaine. Dans ce cadre, *Sustain Alliance* a rédigé un grand nombre (> 170) de rapports et d'autres publications¹⁸. Gratuitement disponible en ligne, ces publications sont principalement conçues afin de soutenir les organisations et les citoyens Londoniens intéressés par une alimentation durable et locale, ainsi constituant un service public indispensable.

Initiateur et gestionnaire d'une multitude de projets, campagnes et programmes, *Sustain Alliance* est un point de référence pour chacun engagé dans le domaine de l'AU. Parmi l'ensemble des projets principaux actuellement en cours d'exécution, une sélection de trois actions est présentée ci-dessous. Une liste plus exhaustive est jointe en Annexe XX. Dans la plupart des cas il s'agit de projets sur échelle nationale ou même mondiale.

2.5.2 The Big Dig

Le **Big Dig** (SW 2.6.) est un projet national d'AU mettant en place des activités de bénévolat dans les jardins communautaires. Par ce projet, *Sustain Alliance* vise à engager plus de 10,000 personnes dans le domaine du maraîchage en Angleterre avant Septembre 2013. Londres est l'une des 22 villes participantes.



2.5.3 City Harvest¹⁹

City Harvest (SW 2.7.) vise à aider à renforcer et promouvoir le mouvement d'agriculture urbaine à travers le monde, en recueillant et en mettant en évidence des publications et des projets qui en démontrent les avantages.

2.5.4 Growing Food in Cities

En 1996, *Sustain* a publié le rapport «**Growing Food in Cities**» pour lequel elle s'est basée sur l'expérience existante considérable quant à l'AU en Angleterre. Ce document était un facteur important pour la recommandation d'un effort plus fort concernant la promotion et le soutien de

¹⁸ <http://www.sustainweb.org/publications/>

¹⁹ <http://www.cityharvest.org/>

l'AU (Garnett, 1996).

3 Initiative pertinente au regard du contexte bruxellois : Capital Growth Scheme

1.1. Capital Growth Scheme

Année de création :	2008
Porteur(s) :	- le Maire Boris Johnson - le <i>London Food Link</i> (voir Section 2.3.1) - le <i>Big Lottery's Local Food Fund</i> ²⁰ (SW 3.1.) - le président du <i>London Food Board</i> (voir Section 2.1.1): Rosie Boycott
Objectif :	Offrir une réponse à la demande croissante de terres maraîchères (jardins d'allotissement) en ville
Description générale :	Pour atteindre son objectif, le <i>Capital Growth Scheme</i> vise à créer 2012 espaces de culture avant la fin de l'année 2012. En collaboration avec des propriétaires fonciers et les administrations locales, cette initiative s'engage à identifier le potentiel maraîcher en termes de l'aménagement de l'espace publique urbaine pour la culture alimentaire et d'offrir les outils et le savoir-faire nécessaire pour réaliser ce potentiel.
Services proposés :	<p>Le réseau propose un éventail de services de soutien financier, pratique et logistique.</p> <p>En termes d'outils (1), cette offre consiste principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un soutien administrative et logistique pendant <u>la recherche et la mise en service</u> des espaces urbains non utilisés sous forme <ul style="list-style-type: none"> → des feuilles de route (pour les démarches administratives à faire, la recherche de ressources financières et matérielles, etc.) → d'un offre de cas d'étude exemplaires - une <u>plateforme de communication et de réseautage</u>, incluant <ul style="list-style-type: none"> → une cartographie des projets participants → un soutien logistique à l'organisation d'évènements et à la création d'une page web → un soutien à la <u>mise en contact des bénévoles</u> cherchant un projet et les entreprises cherchant des bénévoles (<i>Harvest Mob</i>, SW 3.2.) - le <i>Harvestometer</i> (SW 3.3.): un outil en ligne pour calculer la valeur commerciale des produits frais cultivés (voire Figure 3.1 et 3.2). - un nombre important de <u>publications/rapports</u> sur des thèmes divers lié à l'AU, principalement basés sur les propres expériences dans le domaine. Ces rapports sont accessible en ligne pour tous les intéressés et contiennent des informations importantes pour ceux impliqués dans n'importe quel projet d'AU²¹. <p>Quant aux formations (2), CGS propose l'offre suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des sessions courtes pour ceux qui souhaitent créer leur propre petit terrain de culture urbain - <i>Growing Leaders Training</i> : des sessions destinées aux initiateurs de projets de jardinage urbain - <i>Grow to Sell Training</i> : des programmes pour ceux qui veulent développer une production commerciale - <i>Growing Schools Training</i> : des sessions traitant l'approche pédagogique de l'AU, généralement dans les potagers scolaires.
Public cible :	Les citoyens londoniens qui veulent cultiver leur propre nourriture, à la maison ou bien dans un jardin d'allotissement ou en collaboration avec un groupe

²⁰ Local Food, un programme de £59.8 million, distribue des subventions de la Fondation Big Lottery à des divers projets alimentaires destinés à rendre la production alimentaire locale plus accessible et abordable pour la communauté locale.

²¹ Le rapport "Roots to Work: Developing employability through community food growing and urban agriculture projects", par exemple, met l'accent sur les avantages de l'employabilité de l'AU. Ce rapport a été publié en collaboration avec le City & Guilds Centre for Skills Development.

	communautaire.
Caractère remarquable :	<p>- L'ensemble des projets de potagers urbains participant à ce programme s'est épanoui dans un nombre important d'espaces urbains, couvrant près de 50ha de terrains précédemment non utilisés. Activement supporté par les administrations ET les communautés locales, cette initiative permet d'atteindre un large éventail de citoyens ayans des attentes et des besoins parfois très divers (en termes d'amplitude, de public cible, de rentabilité, etc.).</p> <p>- La gamme étendue d'outils pratiques et logistiques permettent une centralisations des informations utiles, accessibles aux citoyens londoniens tant qu'aux administrations locales.</p> <p>- L'ensemble de ces outils et formations a un potentiel important quant à la réduction du seuil de participation à des projets agricoles en ville.</p>
Lien :	http://www.capitalgrowth.org/



Figure 3.1: Graphique du Harvestometer - Nombre de repas produits par semaine par mois

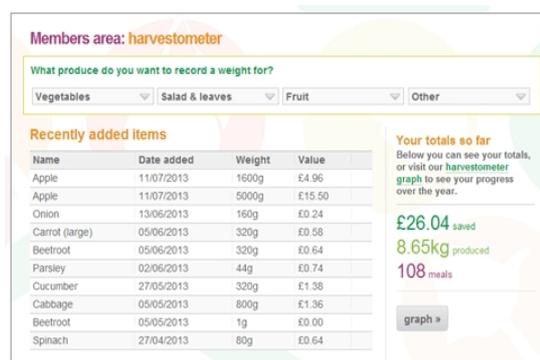


Figure 3.2: Harvestometer - Tableau de production

4 Références

4.1 Documents consultés

BUTTERY et al. (2008). **Edible Cities: a report of a visit to urban agriculture projects in the U.S.A.** *Sustain*, London, 50pp.

CROUCH, D. (1997). **English allotments survey: report of the joint survey of allotments in England.** *National Society of Allotment and Leisure Gardeners, Anglia Polytechnic University.*

GARNETT, T. (1996). **Growing Food in Cities: A report to highlight and promote the benefits of urban agriculture in the UK.** *National Food Alliance*, London, 96pp.

GARNETT, T. (1999). **City Harvest : The feasibility of growing more food in London.** *Sustain: The alliance for better food and farming*, London, 176 pp.

GARNETT, T (2005). **Urban Agriculture in London: Rethinking our Food Economy.** En: *Growing Cities, Growing Food: Urban Agriculture on the Policy Agenda. Global Corporate Governance Forum*, London, 24 pp.

PETTS, J. (2001). **Series on Urban Food Security – Case Study 2 : Urban Agriculture in London.** WHO Regional Office for Europe, Copenhagen, 22 pp.

VARLEY-WINTER, O. (2011). **Roots to work: Developing employability through community food-growing and urban agriculture projects: Summary Report.** *City and Guild Centre for Skills Development*, London, 25 pp.

(2006). **A Lot to Lose: London's Disappearing Allotments.** *Greater London Authority, Environment Committee*, London, 35pp.

(2006). **The Mayor's Food Strategy: Healthy and Sustainable Food for London.** *London Development Agency*, London, 139 pp.

(2008). **Growing round the houses: Food production on housing estates.** *Women's Environmental Network*, London, 8 pp.

(2010). **Cultivating the Capital: Food growing and the planning system in London.** *Greater London Authority, Planning and Housing Committee*, London, 93 pp.

(2012). **Sustain: The Alliance for better Food and Farming – Trustees' Report and Financial Statements.** *Sustain: The alliance for better food and farming*, London, 44 pp.

(2013). **Growing Success: The impact of Capital Growth on community food growing in London.** *Sustain: The alliance for better food and farming*, London, 24 pp.

(2013). **Capital Growth: What we learned while creating 2,012 new community food growing spaces in London.** *Sustain: The alliance for better food and farming*, London, 20 pp.

(2013). **Capital Growth: The Big Idea – Facts and Figures.** (consulté à la date de 07/11/2013).

(2013). **The London Plan : Spatial Development Strategy for Greater London (Revised early minor alterations).** *Greater London Authority*, London, 38pp.

4.2 Sites web consultés (SW)

	Consulté le
<hr/>	
1. Londres: Information Générale	
1.1. http://www.capitalgrowth.org/big_idea/facts_figures/	27/10/2013
1.2. http://www.london.gov.uk/allotments/whatis.jsp	27/10/2013
<hr/>	
2. Acteurs Principaux	
2.1. http://blogs.ucl.ac.uk/dpublog/2013/05/02/ucl-urban-agriculture-society/	29/10/2013
2.2. http://blogs.ucl.ac.uk/dpublog/2013/05/02/ucl-urban-agriculture-society/	29/10/2013
2.3. http://www.sustainweb.org/londonfoodlink/	28/10/2013
2.4. http://www.capitalgrowth.org/big_idea/housing_estates/	29/10/2013
2.5. http://www.sustainweb.org/	29/10/2013
2.6. http://www.bigdig.org.uk/london/	29/10/2013
2.7. http://www.cityharvest.org/	30/10/2013
<hr/>	
3. Capital Growth Scheme	
3.1. http://www.localfoodgrants.org/	05/11/2013
3.2. http://www.capitalgrowth.org/harvestmob/	05/11/2013
3.3. http://www.capitalgrowth.org/millionmeals/harvestometer/	05/11/2013
<hr/>	

5 Annexes

5.1 Annexe 1 : Composition du London Food Board

- *Judith Batchelar, Director, Sainsbury's Brand, Sainsbury's*
- *Kath Dalmeny, Policy Director, Sustain: The alliance for better food & farming*
- *Helen Evans, Head of Communications, Covent Garden Market Authority*
- *Myles Bremner, Chief Executive, Garden Organic*
- *Julie Brown, Director, Growing Communities*
- *Kelvin Cheung, Director, Food Cycle*
- *Sophi Tranchell, Managing Director, Divine Chocolate Ltd*
- *Tim Lang, Professor of Food Policy, City University London*
- *Claire Pritchard, Director, Greenwich Cooperative Development Agency*
- *Sara Jayne Stanes, Director, Institute of Culinary Arts*
- *Cyrus Todiwala, Owner, Café Spice Namaste*
- *William Hudson, Food Grower*
- *Anna Francis, One Planet Food Manager, Bio-Regional*
- *Olga Astaniotis, Owner, The Olive Grows*
- *Stephanie Wood, Director, School Food Matters*
- *Krys Zazada, Development Manager, National Association of British Market Authorities*
- *Mark Browne, Public Health Manager, Regional Public Health Group*
- *Stephen Dowbiggin, College Principal and Chief Executive, Capel Manor College*
- *David Russell, Founding Partner, Russell Partnership*
- *Tristram Stuart, Author and expert on food waste*
- *Jenny Morris, Food Policy Manager, Chartered Institute of Environmental Health*
- *Eric Samuel, Chief Executive Officer, Community Food Enterprise*
- *Gerry Clinton, Catering Manager, London Borough of Havering*
- *Cheryl Cohen, London Farmers' Markets*
- *Jenny Bates, London Campaigner, Friends of the Earth*
- *Lindsay Boswell, Chief Executive, Fare Share Harry Dulai, Sales Director and Surya Foods*
- *Councillor Clyde Loakes, Lead Member for Environment, London Borough of Waltham Forest*
- *Councillor Ellie Harmer, London Borough of Bexley*
- *David Mellor, Director of Product Integrity, Fairtrade Foundation*
- *Andrew Thornton, Thornton's Budgens Helen Walters, Head of Health, GLA*
- *Raymond Blanc, Restaurateur*
- *Lorna Hegenbarth, Food Chain Advisor, National Farmers Union*
- *Mark Linehan, Managing Director, Sustainable Restaurants Association*
- *Tony Cooke, Chief Executive, TCA Consulting*

5.2 Annexe 2 : Liste non exhaustive d'initiatives exemplaires en AU à Londres mises en place par des organismes communautaires

— Campaign for Better Hospital Food

This campaign represents a coalition of organisations calling on the government to introduce mandatory nutritional, environmental and ethical standards for food served to patients in NHS hospitals in England.

— Capital Bee

Capital B campaigns for bees, forage and a pesticide free city that will benefit both London's people and pollinators.

— Children's Food Campaign

This campaign wants to improve young people's health and well-being through: good food and real food education in every school, protecting children from junk food marketing and clear food labelling that everyone, including children, can understand.

— Food Legacy

Inspired by the London 2012 Food Vision, this is campaign for healthy and sustainable food in catering.

— Food and Climate Change

Collects evidence of the contribution of food and farming to climate change

— Real Bread Campaign

This campaign seeks, finds and shares ways to make bread better, without the use of any artificial additives.

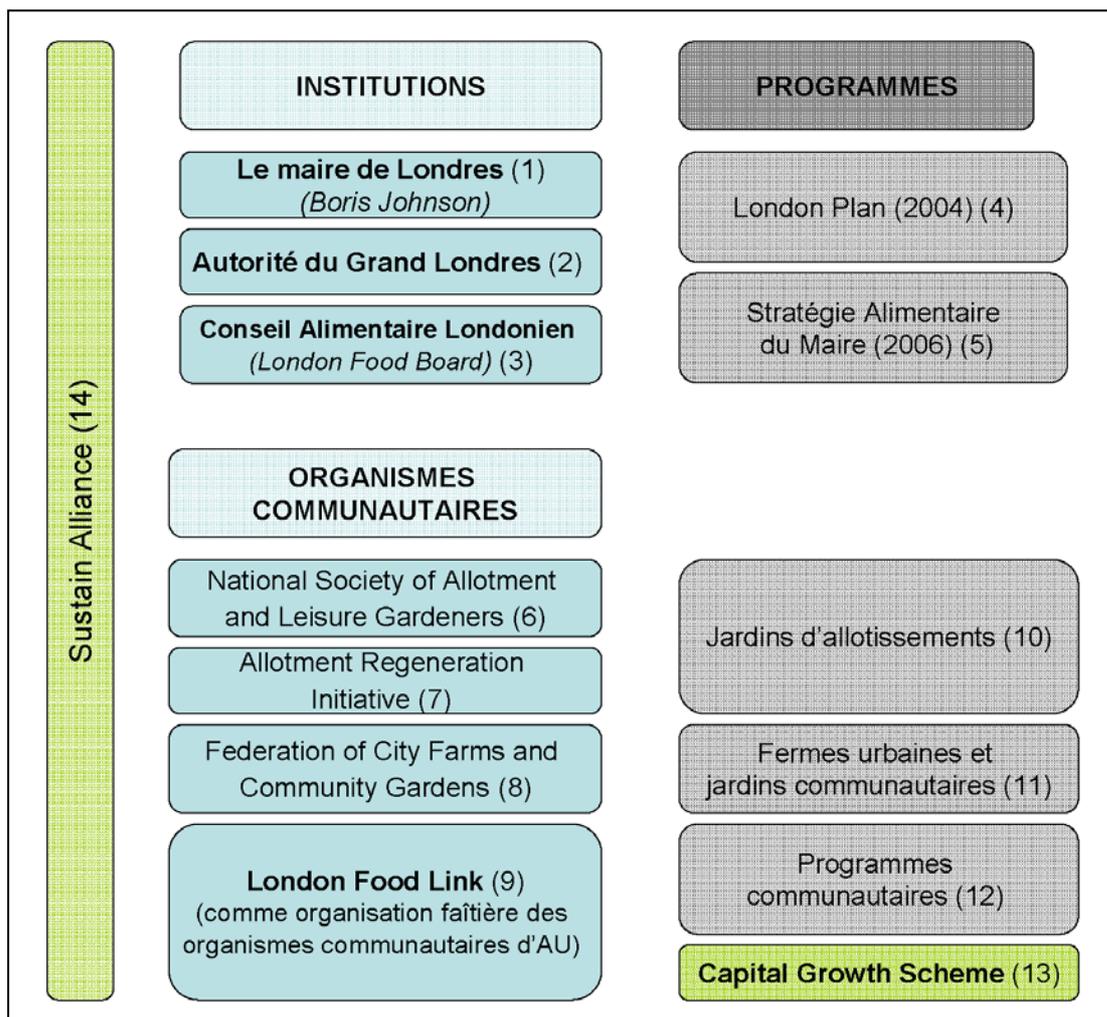
— Sustainable Fish City

Seeks to convince businesses, and citizens to buy their fish from sustainable sources only.

— Sustainable Food Guidelines

This guide intends to offer practical advice to people interested in buying and using more sustainable food and in improving the food and farming system.

5.3 Annexe 3: Schéma récapitulatif des organismes et des programmes Londoniens impliqués dans l'AU



- (1) voir Section 2.1.1.
 (2) voir Section 2.1.1.
 (3) voir Section 2.1.1.
 (4) voir Section 2.1.2.1.
 (5) voir Section 2.1.2.2.
 (6) voir Section 1.2.3.
 (7) voir Section 1.2.3.

- (8) voir Section 1.2.4.
 (9) voir Section 2.3.1.
 (10) voir Section 1.2.3.
 (11) voir Section 1.2.4.
 (12) voir Sections 2.3.1 et 2.3.2.
 (13) voir Section 3.1.
 (14) voir Section 2.5.

Introduction au contexte politique et à la mise en pratique de l'AU dans la Ville de Portland (USA)

TABLE DES MATIÈRES

1	La Ville de Portland : information générale	2
1.1	<i>Portland en bref.....</i>	2
1.2	<i>Etat de l'AU à Portland.....</i>	3
1.2.1	<i>Les parcs et les zones de récréation</i>	3
1.2.2	<i>Les jardins communautaires.....</i>	3
2	Les acteurs principaux en AU à Oslo	5
2.1	<i>La Ville de Portland.....</i>	5
2.1.1	<i>Le Conseil Municipal et les Administrations Locales.....</i>	5
2.1.2	<i>D'autres organismes municipaux impliqués dans l'AU à Portland.....</i>	5
2.1.1	<i>L'AU dans la planification urbaine à Portland</i>	5
2.1.2	<i>Programmes et actions mises en place.....</i>	7
2.2	<i>Le monde académique</i>	8
2.3	<i>La société civile</i>	8
2.3.1	<i>Oregon Sustainable Agriculture Land Trust (OSALT).....</i>	8
2.3.2	<i>The Urban Farm Collective.....</i>	9
2.4	<i>Les initiatives privées.....</i>	9
3	Références.....	10
3.1	<i>Documents consultés.....</i>	10
3.2	<i>Sites web consultés (SW).....</i>	11

1 La Ville de Portland : information générale

1.1 Portland en bref

Nombre d'habitants:	603.106 (agglom. : 2.290.000)
Superficie (km ²) :	376
Densité de population (h/km ²) :	1.689
Taux de chômage (%) :	7,6



Figure 1.1: Situation géographique de Portland¹

Créée en 1851, Portland possède une tradition historique de planification foncière avancée qui remonte à 1903, date de la création de *Washington Park* et d'un maillage vert réputé pour être le plus avancé du pays : le *40 Mile Loop*. L'usage généralisé des transports publics (rail léger) lui confère une réputation de cité la plus environnementale au monde.

La ville possède un riche patrimoine naturel : un volcan éteint, 33 km² de surfaces protégées à valeur écologique, le siège du plus grand parc urbain des USA (2.023 ha, *Forest Park*), et du plus petit parc urbain (*Mill Ends Park*, 0,3 m²).

La ville figure aussi parmi les villes américaines les plus favorables aux végétariens, aux cyclistes et aux transports en commun.

¹ Source: http://www.world-guides.com/north-america/usa/oregon/portland/portland_maps.html

1.2 Etat de l'AU à Portland

1.2.1 Les parcs et les zones de récréation

Le système de parc de la ville a la réputation d'être l'un des meilleurs au monde : dans son classement *ParkScore 2013*², le *Trust for Public Land* signale que Portland possède le 7^{ème} meilleur système de parc parmi les 50 villes américaines les plus peuplées. 80% des habitants de Portland, notamment, vivent à moins d'un demi-mile d'un parc et plus de 16% de la surface de la ville est consacrée aux parcs.

Le Service des Parcs et de la Récréation³ de la Ville de Portland entretient 4.000 hectares distribués sur plus de 250 sites (parcs, aires de récréation, aires naturelles, potagers, chemins). Afin d'assurer une bonne coordination du système connecté des sites naturels à Portland, le Service a développé une Stratégie d'Acquisition des Zones Naturels. Ce programme met l'accent sur l'achat de terres de propriétaires volontaires afin de reprendre leur gestion (SW 1.1).

1.2.2 Les jardins communautaires

Le Programme de Jardinage Communautaire (*Portland Community Gardening Program*) est géré depuis une trentaine d'années par le *Programme des Parcs et de la Récréation de Portland* (voir Section 1.2.2). 48 potagers (voir Figure 1.2⁴) offrent environ un millier de parcelles à 3 milliers de jardiniers, et les deux tiers sont sur le domaine public. Deux nouveaux jardins s'ajouteront en 2014 (SW 1.2).

Le nombre de parcelles par potager varie d'une dizaine à plus d'une centaine. Le Programme des Parcs et de la Récréation assure un entretien des sites potagers : clôture, portails sécurisés, canalisations d'eau, signalisation, planches de culture surélevées, accès, cabanes de rangement des outils, etc. Le Service se charge également de l'attribution des parcelles aux jardiniers (après qu'ils ont remplis un formulaire de demande de parcelle⁵) et ceci selon le principe du premier arrivé, premier servi. Ceux qui n'ont pas d'accès immédiat à une parcelle sont mis sur une liste d'attente.

Une dizaine d'autres potagers communautaires existent en dehors du Service des Parcs et de la Récréation : dans les universités, les églises, les copropriétés ou encore dans les sites non utilisés.

² ParkScore ranks city park systems by a formula that analyzes the city's median park size, park acres as percent of city area, the percent of city residents within a half-mile of a park, spending of park services per resident, and the number of playgrounds per 10,000 residents.

³ La mission du Service est d'assurer l'accès à ces opportunités et de stimuler la beauté naturelle de Portland.

⁴ <http://www.portlandoregon.gov/parks/finder/index.cfm?&amenitytypeid=8&showresults=yes>

⁵ <http://www.portlandoregon.gov/parks/52116>

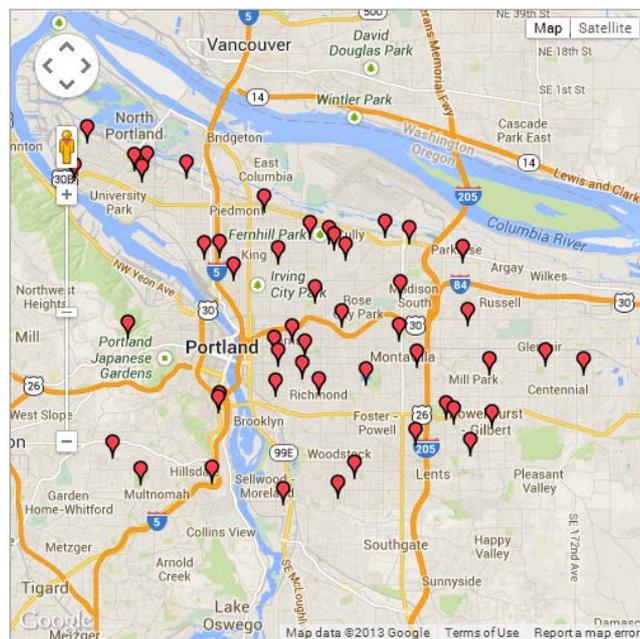


Figure 1.2: Localisation des jardins communautaires sous gestion du Service des Parcs et de la Récréation

2 Les acteurs principaux en AU à Oslo

2.1 La Ville de Portland

2.1.1 Le Conseil Municipal et les Administrations Locales

La Ville de Portland est gouvernée par le *Conseil Municipal* qui comprend le Bourgmestre, quatre Commissaires et un Auditeur, tous élus pour 4 ans. Le *Service de la Participation Locale (Office of Neighborhood Involvement)* sert d'intermédiaire entre le gouvernement de la ville et les 95 quartiers de Portland officiellement reconnus. Chaque quartier est représenté par une association locale animée par des volontaires et financées par les districts de la ville.

2.1.2 D'autres organismes municipaux impliqués dans l'AU à Portland

2.1.3.1. Food Policy Council (Le Conseil de Politique Alimentaire de Portland-Multnomah)

Le Gouvernement du *Comté Multnomah*⁶ offre de nombreux services à la Ville de Portland. Le *Food Policy Council* (SW 2.1.) du comté est un organe consultatif au service de la Ville de Portland. Il rassemble des citoyens et des professionnels de la région pour aborder les problèmes concernant l'accès à l'alimentation, la planification spatiale, les programmes d'approvisionnement alimentaire de proximité et de nombreuses autres initiatives publiques du système alimentaire régional actuel.

2.1.3.2. Portland Development Commission (La Commission pour le Développement de Portland)

La *Commission pour le Développement de Portland* (SW 2.2) est une agence semi-publique créée en 1958 pour soutenir la revitalisation urbaine du centre ville : programmes résidentiels et de développement économique. Elle joue un rôle majeur de rénovation urbaine (programmes économiques et résidentiels).

2.1.1 L'AU dans la planification urbaine à Portland

2.1.3.3. Urban Growth Boundaries (les Frontières de la Croissance Urbaine)

Outil de forte régulation spatiale, la loi limitant la croissance urbaine (*urban growth boundaries*) a été adoptée à Portland en 1979 : elle sépare les zones urbaines denses des zones traditionnellement rurales et naturelles. Ce loi crée le cadre pour la planification urbaine, la planification de l'AU y comprise (Myung-Jin, 2004).

2.1.3.1. Bureau of Planning and Sustainability (Bureau de la Planification et de la Soutenabilité)

Le principal service à Portland chargé de la planification urbaine est le *Bureau de la Planification et de la Soutenabilité*. Le Bureau a mis à jour le zonage provenant du *Plan Intégré* de 1980 (*Comprehensive Plan, SW 2.4*) et du Plan municipal central (*Central City Plan, SW 2.5*), dans la perspective du Plan de Portland : une initiative intégrée à l'échelle de la Ville visant à orienter le

⁶ Le comté de Multnomah est un comté situé dans la section sud-ouest de Portland, Oregon, centrée autour du quartier d'affaires de Multnomah Village. Il s'agit du comté le plus peuplé de l'Orégon (652 hab./km²).

développement physique, économique, social, culturel et environnement de Portland dans les 30 prochaines années.

Cette mise à jour du zonage a recouru à des consultations publiques. Elle détermine notamment les activités d'agriculture urbaine : implantation des marchés de producteurs, des potagers commerciaux et communautaires, des élevages et ruchers.

2.1.3.2. (Mise à Jour du) Code de Zonage d'Alimentation Urbaine

Le Code de Zonage d'Alimentation Urbain vise à favoriser l'accès à une alimentation saine et abordable pour toute la population, en particulier pour ceux qui actuellement ont un accès limité. Au moyen d'une discussion communautaire robuste, ce projet a révisé la réglementation de zonage à l'appui des jardins maraîchers, jardins communautaires, marchés fermiers et les organisations d'achat alimentaire (comme l'Agriculture Soutenu par la Société – Community Supported Agriculture, voir Section 2.3.2.) (SW 2.3).

Par la mise à jour récente du *Code*, la Ville a constitué un groupe de 18 membres actifs des communautés urbaines qui représentent potentiellement tous les aspects de la production et de la distribution alimentaire urbaine. Ce groupe, le *Code Development Advisory Group (CDAG)* a fournit une expertise au cours des étapes finales du projet.

En particulier, ce groupe, au cours de 6 ateliers en quatre mois, a mis en avant les barrières réglementaires actuelles, revu le langage du code, et a engagé des actions de communication en faveur du projet (voir Encadré 1).

Encadré 1. Le processus participatif du *Code Development Advisory Group*

Membre du CDAG Will Newman II a décrit le processus lors d'une audience publique pour les modifications proposées au code de zonage:

« Depuis plus de 40 ans, j'ai été un défenseur de la sécurité alimentaire et de l'équité sociale dans la ville de Portland et à ce moment-là j'ai été régulièrement impliqué dans des processus au niveau municipal ainsi que local. Je tiens à dire que cette instance particulière du processus est l'expérience la plus satisfaisante que j'ai jamais vécue en négociant avec le gouvernement. [...] Dès le tout début — de la sensibilisation à la Communauté, [...] via obtenir un large éventail de représentations du Groupe Consultatif de Développement du Code, à réellement écouter les contributions de toutes les parties diverses, à équilibrer les conflits qui se sont posés, à une communication claire, [...] à la résolution finale des conflits potentiels — [tout ceci] a été fait d'une manière très professionnelle et a vraiment montré un respect pour les contributions publiques.

Ces deux exemples illustrent l'engagement communautaire efficace et délibérément conçu qui avance la politique alimentaire urbaine et construit des relations durables avec les individus et organisations. L'une penche fortement sur la mise en œuvre à travers des interactions soutenues avec un groupe d'acteurs large et inclusif, tandis que l'autre a un focus consultatif à court terme, avec objectifs repérés et avec des participants hautement spécialisés. Des nouveaux programmes de politique alimentaire feraient bien de considérer quel modèle est le plus adapté à leur situation particulière.

Source : Hatfield, 2012, p. 28

2.1.2 Programmes et actions mises en place

2.1.4.1. The Diggable City

En novembre 2004, le Conseil Communal de Portland a voté à l'unanimité une résolution appelant à dresser l'inventaire des terrains publics potentiellement utilisables par l'agriculture. Des étudiants de master en planification urbaine de l'Université de l'Etat à Portland ont remis en 2005 une étude des potentialités pour l'agriculture urbaine, s'appuyant sur un inventaire et une analyse spatiale : *The Diggable City: Making Urban Agriculture a Planning Priority*. **Le rapport résultant traite en profondeur le contexte et les aspirations au niveau de l'AU à Portland et peut être considéré en tant qu'un document clef d'information (The Diggable City Project, 2005)** (SW 2.6).

2.1.4.2. Step up to the plate (Mettez les pieds dans le plat)

"Faire de l'agriculture urbaine une priorité de planification". Ceci se traduit par un ambitieux programme d'alimentation durable favorisant un meilleur accès à la nourriture saine, à travers : les marchés de producteurs et l'agriculture soutenue par la communauté (CSA), le Conseil de politique alimentaire de Portland Multnomah, l'initiative *Step Up to the Plate* (Mettez les pieds dans le plat), la base de données de ressources en alimentation durable, la mise à jour du zonage d'agriculture urbaine.

Portail d'informations en ligne sur divers thèmes touchant à la "démocratie alimentaire". Ce portail contient de nombreuses ressources couvrant l'actualité du terrain, des médias et des politiques de l'agriculture urbaine (Hatfield, 2012).

2.1.4.3. Village Gardens

Village Gardens (SW 2.8.) est un programme d'agriculture urbaine s'étendant sur près de 8 ha, et qui repose sur le jardinage biologique pour améliorer l'accès à une nourriture saine, l'emploi et la cohésion entre les habitants à revenus modestes de Portland Nord. Ce programme offre des parcelles individuelles et familiales, des opportunités d'emploi pour jeunes et adultes, des activités parascolaires, un marché mobile, et une entreprise horticole gérée par des jeunes qui produit des spécialités de mélanges de salades pour les marchés locaux.



Figure 2.1: Village Gardens Logo

Dans le cadre de Village Gardens, *Food Works* (SW 2.9.) est un programme de réinsertion par le travail et d'éducation à l'alimentation saine. Elle recrute chaque saison une cinquantaine de volontaires pour produire des légumes biologiques distribués localement, gratuitement ou à bas prix. La surface cultivée a augmenté ces deux dernières années pour approcher un hectare.

2.2 Le monde académique

L'*Institute of Portland Metropolitan Studies* (SW 2.10.) est un centre de recherche et de service localisé à l'Université de l'Etat d'Orégon à Portland. Elle a publié récemment un état de l'art du système alimentaire de la région de Portland (voir Encadré 2).

Encadré 2. "Planting Prosperity and Harvesting Health", une étude du système alimentaire regional (résumé)

Our food choices have far-ranging impacts. We face changes in social, economic, and environmental landscapes that can present important challenges to the food system's sustainability. Organizations are developing programs and policies to address these changes impacting suppliers and consumers. The purpose of this regional food system assessment is to support these efforts by providing information on long-term trends across food system resources. Additionally, we asked stakeholders to develop goals for a sustainable food system and strategies for change.

The "system" in this assessment is focused on the producers in Oregon and Washington and the consumers in the Portland-Vancouver region. The report is organized around nine key resources in the system: the land, water, energy, labor and talent, capital, food-related technology and knowledge, consumer choice and spending power, and social capital. Information is arranged in the form of indicator sheets. This information can be used in the future to establish benchmarks and assess progress toward food system sustainability goals.

The Institute of Portland Metropolitan Studies (IMS) began the assessment by asking a group of food system stakeholders from public, private, non-governmental, and academic sectors in Oregon and Washington to create broadly supported goals for a sustainable food system. Through one-on-one interviews, work-groups and a forum, stakeholders helped us understand what data would be relevant to their needs, and what actions can be taken for positive changes in the system. The assessment builds on work conducted from 2001 to 2006 by a group called Community Food Matters (CFM).

We hope this report will assist program and policy decision makers in prioritizing efforts to shape and strengthen the regional food system. This information is also a foundation for building new and unique partnerships among organizations in food system planning. The sustainability of our economy, our environment, and our society are all directly tied to the sustainability of the region's food system.

Source : (Institute of Portland Metropolitan Studies, 2008)

L'Institut a également construit une carte en ligne des jardins communautaires de la Région de Portland : Portland Region Community Gardens (2009) (SW 2.11).

2.3 La société civile

2.3.1 Oregon Sustainable Agriculture Land Trust (OSALT)

L'OSALT (SW 2.12.) possède des terres agricoles et des potagers urbains à vocation scientifique et pédagogique dans le domaine de l'agriculture durable. OSALT est l'une des rares organisations du pays qui soutiennent l'agriculture durable en mettant en œuvre des terres à la fois en zone rurale et en zone urbaine. OSALT rassemble un réseau de groupes locaux à qui elle fournit des terres, des instruments de gestion et un statut d'organisation non lucrative, dans le

but de produire une alimentation durable. Ses avoirs s'élèvent à plus de 2 million de dollars US sous forme de terrains ruraux et urbains. Elle rassemble plus de 20 exploitations.

2.3.2 *The Urban Farm Collective*

Initiative du *Oregon Sustainable Land Trust* (voir ci-dessus), *Urban Farm Collective* (*le Collectif d'Agriculture Urbaine, SW 2.13*) vise à rassembler des voisins pour transformer des espaces disponibles en jardins alimentaires de proximité, destinés à l'éducation, la cohésion sociale et la sécurité alimentaire. Le Collectif rassemble les propriétaires de plusieurs dizaines de sites, une équipe de planification, des responsables de potagers et un réseau de sympathisants.

Le Collectif conduit un programme d'apprentissage, dans lequel les apprentis sont recrutés de février à novembre pour venir travailler sur un potager pour un minimum de 2 à 4h / semaine. Le mode d'organisation collective est structuré pour s'ouvrir aux personnes sans expérience ni terrain.

2.4 *Les initiatives privées*

Les principales initiatives privées identifiées proviennent en fait de la *Coalition des CSAs* (*Community Supported Agriculture*) qui possèdent un statut d'organisation sans but lucratif⁷.

Portland compte plus d'une quarantaine de CSAs (*Community Supported Agriculture*), qui commercialisent une diversité de produits : légumes, œufs, fromage, fleurs, etc (Portland Area CSA Coalition, SW 2.14.)

Ces CSA comprennent des exploitations de grande taille qui produisent des aliments dans les parties rurales de l'Orégon et qui l'amènent chaque semaine, ainsi que des maraîchers qui cultivent surtout dans des potagers urbains. Il existe aussi plusieurs CSA qui travaillent directement avec des congrégations religieuses à travers le *Interfaith Food and Farms Partnership* (SW 2.15.). Ce partenariat conduit les membres de la congrégation à soutenir directement un CSA en écoulant sa production, en contrepartie de quoi le CSA soutient l'éducation et la formation de membres à faible revenu.

D'après une étude du Bureau of Planning and Sustainability en 2008, portant sur 18 CSA qui commercialisent des paniers hebdomadaires (*food shares*) à Portland, le nombre des paniers par CSA varie de 3 à 400 avec un total de près de 1900 paniers pour les 18 exploitations (moyenne : 99, médiane : 50).

La plupart des exploitations tiennent une liste d'attente pour les saisons à venir, qui comptent entre 3 et 700 personnes. Ces listes totalisaient près de 1.900 personnes soit près de 100% de la capacité existante de toutes ces exploitations.

Le prix des paniers hebdomadaires par saison variait de 324 à 1.100 USD (moyenne : 573 USD, médiane : 500 USD). Les ventes totales en 2008 sont estimées à près de 1.100.000 USD pour les 18 exploitations (soit environ 61.000 USD / exploitation).

⁷ Les concepts d'agriculture commerciale et entrepreneuriale sont mentionnés dans la littérature (voir par ex City of Portland [2009, p. 68 ff]) mais les réalisations concrètes apparaissent marginales ou embryonnaires.

3 Références

3.1 Documents consultés

HATFIELD, M. 2012. **City Food Policy and Programs: Lessons harvested from an emerging field.** *City of Portland, Oregon Bureau of Planning and Sustainability*, 56 pp.

MYUNG-JIN, J. 2004. **The Effects of Portland's Urban Growth Boundary on Urban Development Patterns and Commuting.** *Urban Studies*, Vol. 41, No. 7, p1333–1348.

2005. **The Diggable City : Making Urban Agriculture a Planning Priority.** *The Diggable City Project, Nahad A. Toulon School of Urban Studies and Planning, Portland (Oregon)*, 102 pp.

2008. **Planting Prosperity and Harvesting Health: Trade-offs and Sustainability in the Oregon-Washington Regional Food System.** *Institute of Portland Metropolitan Studies, Portland State University, College of Urban and Public Affairs, Toulon School of Urban Studies and Planning; Portland (Oregon)*, 184 pp.

2009. **Food Systems: Portland Background Report.** *City of Portland, Portland*, 98 pp.

3.2 Sites web consultés (SW)

1. Portland: Information Générale	Consulté le
1.1. http://www.portlandoregon.gov/parks/	24/11/2013
1.2. http://www.portlandoregon.gov/parks/39846	24/11/2013

2. Acteurs Principaux	
2.1. http://www.portlandoregon.gov/bps/42290	24/11/2013
2.2. http://www.pdc.us/welcome.aspx	25/11/2013
2.3. http://www.portlandoregon.gov/bps/53834	25/11/2013
2.4. http://www.portlandonline.com/bps/Comp_Plan_Nov2011.pdf	26/11/2013
2.5. http://www.portlandoregon.gov/bps/article/407475	26/11/2013
2.6. http://www.portlandoregon.gov/bps/42793	23/11/2013
2.7. http://www.portlandoregon.gov/bps/55600	23/11/2013
2.8. http://villagegardens.org	23/11/2013
2.9. http://villagegardens.org/food-works/	23/11/2013
2.10. http://www.pdx.edu/ims/	24/11/2013
2.11. https://maps.google.com/maps/ms?ie=UTF8&oe=UTF8&msa=0&msid=211449202230055447618.0004536a0dceb01a5fd72	24/11/2013
2.12. http://fhsws.com/OSALTweb/	24/11/2013
2.13. http://www.urbanfarmcollective.com	23/11/2013
2.14. http://www.portlandcsa.org	23/11/2013
2.15. http://www.emoregon.org/food_farms.php	23/11/2013
